



# AIRFRANCE



LA FRANCE EST DANS L'AIR



## RENDEZ-VOUS À PARIS

Ou plus de 1000 autres destinations avec l'un des plus vastes réseaux au monde avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

# ÉLECTIONS QUÉBEC 2014

## La méprise



MANON CORNELLIER  
à Ottawa

Quand Pauline Marois a déclenché les élections, en février, le reste du pays était très nerveux. Le premier ministre, Stephen Harper, a pris le soin, fait rare, de parler aux chefs des autres partis fédéraux et aux premiers ministres provinciaux pour éviter tout dérapage. Dans la presse, on s'est carrément mis à la recherche du prochain Capitaine Canada.

Trente-trois jours plus tard, c'est un véritable soupir de soulagement qu'on perçoit à Ottawa et ailleurs. Les larges sourires en disent long, et le premier ministre Harper s'est même permis de pavoiser aux Communes, félicitant sous l'ovation de ses troupes le libéral Philippe Couillard.

Personne n'ose toutefois affirmer que la cuisante défaite du Parti québécois annonce la fin du mouvement souverainiste. Chaque fois que des fédéralistes se sont laissés aller à faire pareille prédiction par le passé, ils s'en sont mordu les doigts. Comme l'a reconnu le chef libéral, Justin Trudeau, il y a encore des souverainistes convaincus.

Ils sont essouffés, fatigués, blessés, désorientés à la suite des résultats de lundi. Ils prendront fort probablement une pause, bien nécessaire d'ailleurs, pour revoir leurs plans, mais ils n'abandonneront pas aisément leur cause.

Le reste du Canada et le gouvernement fédéral peuvent contribuer à la garder en veilleuse, comme ils peuvent au contraire, par leurs gestes et attitudes, réveiller le dragon qui dort. Durant cette campagne, les chefs fédéraux ont eu la prudence de rester à l'écart. Cela valait mieux pour eux, surtout pour Stephen Harper qui est mal aimé au Québec et qui semble incapable de véritablement saisir sa nature distincte.



Depuis la fin des années 1950, il n'y a en fait que trois premiers ministres fédéraux qui y sont vraiment parvenus et qui ont tenté de donner une véritable portée à cette reconnaissance implicite ou explicite.

Le libéral Lester B. Pearson est le premier. Confronté à la montée de l'affirmation nationale des Québécois et des revendications des pères de la Révolution tranquille, il a accepté que les provinces puissent mettre sur pied leur propre régime public de pensions, compatible avec celui du fédéral. Le Québec, à qui cela était vraiment destiné, a été la seule province à s'en prévaloir. En matière de prêts aux étudiants, M. Pearson a accepté la notion de droit de retrait avec pleine compensation financière pour le Québec, un système encore en vigueur de nos jours.

Le conservateur Brian Mulroney a tenté de faire enchâsser dans la Constitution le caractère distinct du Québec avec les défunts accords du lac Meech et de Charlottetown. Le libéral Paul Martin a accepté de reconnaître, en faveur du Québec, le principe de l'asymétrie en matière de santé lors de la conclusion de l'accord sur la santé de 2004.

En revanche, le libéral Pierre Elliott Trudeau n'a pas hésité à marcher dans les plates-bandes des provinces et à imposer une constitution au Québec. Stephen Harper, pour sa part, a toujours défendu le respect du partage des pouvoirs et a généralement tenu cet engagement. Mais malgré ces différences, MM. Trudeau et Harper ont un point commun : les deux ont multiplié les efforts pour alimenter leur conception bien particulière du nationalisme canadien. M. Trudeau en misant entre autres sur le multiculturalisme et M. Harper, sur la monarchie et le passé militaire du pays. Dans les deux cas, on a droit à une vision qui occulte la réalité plurinationale du Canada, sauf quand cela est sans conséquence. Pour eux, la nation canadienne est unitaire.



On me dira que M. Harper a fait adopter une motion reconnaissant la nation québécoise (pour piéger le Bloc québécois), mais celle-ci n'a pas de retombées concrètes. Le gouvernement fait souvent fi de la spécificité québécoise, qui est plus que linguistique.

En matière de justice, par exemple, le Québec voulait conserver le registre des armes d'épaule et continuer à miser sur la réhabilitation en matière de justice pour les jeunes contrevenants. Il s'est fait imposer un autre modèle dans les deux dossiers. Le Québec a aussi dû contester les tentatives fédérales d'imposer une commission canadienne des valeurs mobilières.

Le Québec a fini par avoir gain de cause en matière de formation de la main-d'œuvre, mais parce qu'il a tenu tête à Ottawa. Craignant le déraillement de la politique phare de leur budget 2013, la Subvention canadienne pour l'emploi, les conservateurs ont reculé et accepté que Québec conserve son approche basée sur la concertation de tous les acteurs, une approche qui a fait ses preuves.

Et que dire de la nomination du juge Marc Nadon à la Cour suprême, nomination invalidée par la même cour le mois dernier après que le gouvernement eut ignoré les critères de sélection des trois juges québécois écrits noir sur blanc dans la loi. Un texte qui est le fruit d'un compromis historique, ont rappelé les juges.

La présence d'un interlocuteur plus accommodant à Québec est une occasion à saisir pour M. Harper pour rectifier le tir. Sinon, il lui restera la complaisance et l'intransigence et, du coup, le risque, à moyen ou long terme, de raviver la flamme souverainiste.

mcornellier@ledevoir.com

## Appel à un mode de scrutin proportionnel

La volonté populaire n'est pas respectée, clament les défenseurs de la représentation proportionnelle

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Une fois de plus la volonté populaire n'est pas respectée dans la répartition des sièges au Parlement, clament les défenseurs de la représentation proportionnelle. En entrevue au *Devoir*, le président du Mouvement démocratique nouvelle (MDN), Jean-Sébastien Dufresne, observe « qu'avec l'élection du 7 avril, la CAQ et Québec solidaire sont sous-représentés » par rapport aux votes exprimés en leur faveur. Le MDN est une association transpartisanne pour une réforme du scrutin.

En pourcentage des votes exprimés, les résultats du Parti québécois sont parmi les plus mauvais de son histoire : 25,38%. Le PQ récolte tout de même 30 députés, ce qui n'est pas pour autant sa plus mauvaise moisson.

À l'élection du 29 avril 1970, le parti fondé deux ans plus tôt par René Lévesque obtenait 23,6% des suffrages exprimés mais seulement 7 députés, tandis que l'Union nationale obtenait 17 sièges avec seulement 19,65% des suffrages.

En 1973, ce sera encore pire pour le Parti québécois. Avec 30,22% des suffrages, le PQ n'obtenait cette fois que 6 sièges.

### Majoritaire

Les distorsions ne datent pas d'hier. Au scrutin de lundi, avec seulement 2,38% de voix de moins que le Parti québécois, la Coalition avenir Québec obtient quant à elle 8 députés de moins.

« On se retrouve avec un gouvernement libéral majoritaire élu avec moins de 50% des voix, c'est-à-dire qu'il pourra gouverner en faisant le moins de compromis possible tout en ayant reçu pas même la moitié des votes », explique Jean-Sébastien Dufresne. « Dans certaines régions du Québec, comme à l'est, sur la Côte-Nord ou en Outaouais, on est devant une situation de monopolarisation du pouvoir qui ne reflète pas du tout l'ex-

### Une assemblée d'élus différente

Parti	Mode actuel	Mode proportionnel
PLQ	70	52
PQ	30	32
CAQ	22	29
QS	3	9
ON	0	1
PV	0	1
Autres partis	0	1

pression populaire : 100% des sièges vont à un seul parti. Les citoyens n'ont pas voté pour un seul parti ! »

La nature du système électoral d'inspiration britannique dont le Québec a hérité conduit sans cesse à défigurer le visage du suffrage populaire. Ce système de type majoritaire uninominal est décrié depuis pratiquement un demi-siècle.

Dans un système dit proportionnel, chaque parti obtiendrait un nombre de sièges proportionnel au total des suffrages exprimés. Différentes variantes de ce type de scrutin existent de par le monde. Elles obligent les partis en présence à faire des coalitions et à discuter davantage des enjeux de leurs décisions, plaident les défenseurs de ce type de scrutin.

De quoi aurait l'air le résultat du vote de lundi avec la proportionnelle ? Ce seraient 52 sièges au PLQ au lieu de 70, 32 sièges pour le PQ au lieu de 30, 29 à la CAQ plutôt que 22, 9 sièges pour Québec solidaire alors qu'il n'en obtient que 3, puis 1 pour Option nationale qui n'en a reçu aucun. Et la même chose pour le Parti vert (PV). Un dernier siège serait attribué aux autres partis.

« On est dans une culture politique du gouvernement majoritaire qui pose vraiment des problèmes », explique Jean-Sébastien Dufresne. « C'est d'ailleurs pour cela que le Parti québécois a déclenché des élections : pour être majoritaire. Tout cet argent dépensé pour ça ! On doit apprendre à gouverner un pays avec plus de discussions. C'est grâce aux échanges et à la discussion qu'existe d'ailleurs une société », croit le président du MDN.

### Pétition

Le 1<sup>er</sup> avril, à quelques jours de l'élection, est parue une lettre signée par 700 citoyens favorables à l'instauration d'un scrutin de type proportionnel. En tête de liste de cette lettre intitulée « Tous ensemble pour une meilleure démocratie », on trouvait des personnalités publiques aussi différentes que le chroniqueur libertarien Éric Duhaime, l'ex-syndicaliste Gérald Larose ou le philosophe Michel Seymour.

Selon le MDN, « le dossier de la réforme du mode de scrutin est certainement le mieux documenté de tous les dossiers qui relèvent de l'administration provinciale », mais les élus se trouvent en conflit d'intérêts devant lui.

Mardi, les cendres de l'élection du 7 avril n'étaient pas encore froides que circulait déjà une pétition visant à recueillir des signatures favorables à une réforme du mode de scrutin. En quelques heures, cette pétition activée par avaa.org avait recueilli plus de 40000 signatures.

Doug Baille, président de Représentation équitable au Canada, réclamait lui aussi mardi une réforme du scrutin devant les résultats de l'élection québécoise. Les résultats, dit-il, ne « reflètent pas la diversité politique » de la population.

Le Devoir

Lire aussi : Les distorsions les plus importantes depuis 1998. Une lettre ouverte de l'auteur Paul Cliche. Page A 9



Le taux de participation de lundi est légèrement supérieur à 71%. Il fut de 74,6% aux élections de 2012.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Les sources du mal

Souveraineté, nationalismes et autres causes de la défaite péquiste

STÉPHANE BAILLARGEON

S'il y a un mal, il doit bien y avoir des symptômes. Pour le Parti québécois (PQ), la raclée de lundi est un grand mal, et le philosophe Jocelyn Maclure est capable de dénombrer les signes qui permettent de poser un diagnostic.

« La déconfiture est totale, résume le professeur de l'Université Laval. Et cette défaite grave est symptomatique de problèmes importants au sein du parti. »

Lesquels ? Le spécialiste de la philosophie politique, qui a été expert auprès de la commission Bouchard-Taylor (2007-2008) sur les accommodements religieux, en voit au moins quatre. Un trio de causes internes et une autre raison liée à la manière de mener la politique.

**La souveraineté.** « À ce stade-ci de notre histoire, il y a un désintérêt assez grand par rapport à l'idée même de débattre du statut constitutionnel du Québec, dit-il. Ce n'est pas vu comme une priorité, y compris par certains souverainistes. Le PQ doit en prendre acte. Dans ce contexte, le PQ a souffert de son incohérence. Certains veulent en parler, d'autres pas. M<sup>me</sup> Marois a tenté d'arbitrer les tensions internes. La

« Cette défaite grave est symptomatique de problèmes importants au sein du parti »

Le philosophe Jocelyn Maclure

position bancaire, difficile à comprendre, a finalement plombé la formation. J'imagine que pour la reconstruire, il faudra définir une position claire et facile à comprendre. Mais je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'appétit pour un nouveau « beau risque ».

**Les nationalismes.** « Deux options s'affrontent et une a gagné ces dernières années. D'un côté, il y a le nationalisme qu'on qualifie d'identitaire, de conservateur. Il est très influent depuis les élections de 2007, depuis que l'ADQ a réussi à déloger le PQ comme le parti défenseur de l'identité. D'un autre côté, depuis Lucien Bouchard, le PQ a aussi été animé par une forme de nationalisme inclusif. Cette forme a faibli après 2007-2008, mais des nationalistes sont bien mal à l'aise avec un nationalisme plus centré

sur la majorité culturelle, qui épouse une conception de la laïcité plus dure. Certains ont migré vers Québec solidaire. D'autres se demandent s'ils sont encore souverainistes. Cette division entre les deux nationalismes a aussi plombé le PQ. »

**La charte de la laïcité.** « Le Parti québécois croyait pouvoir tirer profit de son projet de charte, alors que le débat a finalement révélé les fragilités de cette assise. On en a discuté de manière très intense pendant six mois et quand le PQ a tenté de la remettre à l'avant-plan de la campagne, ça n'a pas marché. Les péquistes parlaient seuls et se sont discrédités en voulant beurrer encore plus épais, en ramenant Jannette Bertrand. Ils ont montré que les discours autour de la charte étaient très, très fragiles, pour le dire de la façon la plus modérée possible. »

**La mécanique politique.** « Cette dernière cause est liée à la façon de mener les affrontements démocratiques, termine le philosophe. Les campagnes se font sur des considérations stratégiques plutôt qu'en fonction de considérations liées au bien commun. Pourtant, l'approche stratégique a prouvé son inefficacité. Le PLQ a essayé de faire campagne en montant les uns contre les autres au sujet de la grève étudiante et de la loi spéciale, très abusive selon beaucoup d'observateurs. Ça n'a pas marché et le PLQ a été sanctionné pour sa gestion de la crise. Je vois la même chose avec la charte de la laïcité, qui a été utilisée comme wedge issue [sujet de discorde] pour polariser l'opinion. Arrivé en campagne, très rapidement, on a bien vu que les gens n'y voyaient pas un enjeu important. Au premier débat, Pauline Marois s'est retrouvée très rapidement isolée par les trois autres chefs qui ont affirmé qu'ils auraient pu rapidement s'entendre sur un projet de charte de la laïcité. Finalement, on se dit que la démagogie, la politique sur des enjeux controversés, ce n'est peut-être pas une stratégie très payante. »

Le Devoir



## ÉLECTIONS QUÉBEC 2014



Pauline Marois célébrait lundi la fin de la campagne avec Lorraine Pintal, candidate du Parti québécois dans Verdun. C'était avant que le déroulement de la soirée ne la pousse à démissionner.

## La « Dame de béton » passe au jardin

Alors que Pauline Marois tire sa révérence, des proches et témoins de son parcours ont accepté de nous parler du modèle qu'elle incarne et du legs qu'elle pourra laisser. Moments choisis de 36 ans de vie politique.

ISABELLE PORTER  
à Québec

Agnes Maltais se souvient très bien de leur première rencontre. « C'était pendant la campagne de 1998, il y avait un gros rassemblement à Québec. » Nouvelle recrue au Parti québécois, M<sup>me</sup> Maltais ne savait pas trop où se mettre jusqu'à ce que Pauline Marois lui dise : « Viens, embarque ! » pour l'emmener sur scène.

« C'était très généreux, se souvient la députée de Taschereau. C'est à l'image de la femme. Attentive aux personnes et au parti aussi. C'était important [pour elle] que je me sente dans l'équipe. »

En 1998, M<sup>me</sup> Marois était déjà en politique depuis 20 ans. Issue du milieu communautaire, elle a fait ses débuts en 1978 comme attachée de presse de Jacques Parizeau. Puis, Lise Payette lui a demandé de devenir sa chef de cabinet à la Condition féminine. « Je l'ai fait venir dans mon bureau et je lui ai parlé pendant une heure de tous les dossiers que j'avais, se rappelle M<sup>me</sup> Payette. Et quand je lui ai demandé si le travail l'intéressait, elle m'a dit : "Ca m'intéresse, mais le problème c'est que je ne suis pas féministe !" »

Sa franchise a séduit la ministre. « Ca m'a tellement fait rire ! Je lui ai dit qu'après deux semaines dans mon bureau, avec les dossiers que j'avais, elle allait être féministe jusqu'à la fin de ses jours ! »

Au-delà de l'anecdote, Lise Payette se souvient du grand



Pierre Marc Johnson embrasse Pauline Marois après sa victoire à la course au leadership du PQ en 1985.

potentiel de la jeune Marois. « Cette femme-là a une capacité d'emmagasiner les documents... C'est fascinant de voir comment son cerveau travaille. »

Sa collègue et amie Nicole Léger note que contrairement à bien des dirigeants, elle n'a pas peur qu'on lui fasse de l'ombre. « Elle n'a jamais eu peur de s'entourer de gens très compétents et elle n'est jamais gênée de montrer que certains

« Quand j'ai appris la déconfiture du Parti québécois, elle m'a fait penser à Kim Campbell en 1993 »

connaissent mieux un dossier qu'elle. »

François Gendron, lui, dit ne pas comprendre « où elle trouve toute son énergie ». Il en a fallu pour diriger douze ministères en carrière comme elle l'a fait.

## Moins idéologue

Son bilan sur ce plan est sans égal dans l'histoire du Québec moderne. Jean Charest l'avait souligné lors de la démission de M<sup>me</sup> Marois en 2006 (après la victoire d'André Boisclair à la chefferie). « Je ne

connais aucun autre parlementaire [...] qui a occupé à la fois les fonctions de ministre des Finances [...] vice-première ministre, ministre de l'Éducation, ministre de la Santé, présidente du Conseil du trésor. Un jour, ne sait-on jamais, peut-être qu'un homme fera la même chose », avait-il lancé dans un hommage bien senti.

Pour la politologue Manon Tremblay, de l'Université d'Ottawa, Pauline Marois est une authentique femme de pouvoir. Moins « idéologue » que d'autres, elle serait davantage « une politicienne de pouvoir », une « bête politique », note-t-elle. « On lui a d'ailleurs reproché d'être opportuniste, de changer de position pour s'adapter à la conjoncture. »

Lorsqu'on les interroge sur les grands legs de la dame, deux réponses dominent : le développement des centres de la petite enfance (CPE) et la déconfectionnalisation des commissions scolaires.

« C'est difficile [de choisir] parce qu'elle en fait tellement », répond François Gendron. « Mais ce qui m'a le plus

marqué, c'est le dossier des commissions scolaires linguistiques. [...] Tout le monde disait qu'elle allait se casser la gueule, et puis elle est allée chercher les amendements constitutionnels requis. »

Une femme forte, mais abonnée aux combats difficiles. Dont la relance d'un Parti québécois affaibli, note la professeure Tremblay.

« Quand j'ai appris la déconfiture du Parti québécois, elle m'a fait penser à Kim Campbell en 1993 [lors de la défaite écrasante du Parti conservateur]. Je trouve malheureux que les partis politiques fassent de la place aux femmes quand la défaite n'est pas trop loin. [...] Quand un poste politique n'est pas compétitif, qu'il y a moins d'hommes qui se battent pour l'avoir, les femmes passent plus facilement. »

Nicole Léger dit qu'elle pense toujours à M<sup>me</sup> Marois quand elle écoute la série télé *Borgen*, qui décrit le quotidien d'une femme à la tête du Danemark. La série, dit-elle, décrit le fait d'« être seule dans ses décisions, d'être seule, d'avoir la responsabilité sur les épaules. [...] Comme celle de lancer des élections, c'est une grande décision après 18 mois de gouvernement minoritaire. [...] C'est très, très pesant. »

Dès lors, sera-t-elle soulagée de céder le flambeau à d'autres ? Peut-être, répond M<sup>me</sup> Léger. « Elle est capable de se dévouer à la cause à 100 %, mais en même temps, elle est capable de s'en aller dans sa cuisine et de s'occuper de ses fleurs. De faire des voyages et d'aimer la vie. Ce n'est pas une femme compliquée. »

Et la politique, c'est fini à jamais ? Pas si vite, répond l'ancienne ministre. « C'est une chose impossible à dire. Le mot "jamais" n'existe pas en politique. »

Le Devoir

## Les femmes accusent un recul à l'Assemblée nationale

AMÉLIE  
DAOUST-BOISVERT

De 41 en 2012, elles ne sont plus que 34. Les élections de lundi ont vu élire moins de femmes, ramenant leur présence aux proportions de 2007. Les élues occuperont 27 % des sièges, contre près de 33 % en 2012.

Le Parti libéral du Québec (PLQ) a élu 18 députées, soit autant qu'en 2012, mais la proportion de femmes élues au sein de la formation politique passe de 36 % à 26 %. Parmi elles, plusieurs politiciennes d'expérience, mais aussi de nouvelles venues à la feuille de route importante, comme Hélène David, élue dans Outremont.

De son côté, le Parti québécois (PQ) a fait élire 8 femmes sur 30 députés, contre 17 sur 54 en 2012. Il y a un recul là aussi. Une seule nouvelle venue parmi elles, soit la pharmacienne Diane Lamarre. Des candidates vedettes comme Martine Desjardins ou Gyslaine Desrosiers ont perdu leur pari.

La Coalition avenir Québec (CAQ) fait légèrement mieux qu'en 2012, avec 6 femmes sur 19 députés, dont quatre nouvelles venues : Lise Lavallée, Sylvie d'Amours, Claire Samson et Chantal Soucy.

Québec solidaire (QS), avec trois députés, pourra compter sur deux femmes, dont Manon Massé, qui devient la première femme à représenter sa circonscription.

« Je suis frappée par le recul de la représentation des femmes, confie la professeure à l'Université d'Ottawa Manon Tremblay. Ça fait bien mentir cette idée voulant qu'à chaque élection, les femmes progressent. Ce n'est absolument pas le cas. »

« Ce n'est pas l'électorat qui discrimine les femmes, mais bien les machines de partis », selon M<sup>me</sup> Tremblay. En effet, une fois candidates, les femmes ont autant de chances que les hommes d'être plébiscitées.

C'est pourquoi Esther Lapointe, directrice générale du Groupe Femmes, politique et démocratie, en appelle de nouveau à une représentation équitable de candidates et de candidats

## Députées et députés par parti

	Femmes	Hommes
PLQ	18	52
PQ	8	22
CAQ	6	16
QS	2	1
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>91</b>

obligatoire. « L'élection de lundi montre bien que, sans mesures contraignantes, nous n'arriverons pas à la parité naturellement avant, quoi, 100 ans encore ? », dit-elle.

Elle espère que des femmes seront tentées par la course à la chefferie du Parti québécois. « Sinon, je vois encore l'horizon s'éloigner », déplore-t-elle.

## Conseil des ministres paritaire ?

Le 8 mars, lors de la Journée des femmes, Philippe Couillard a refusé de s'engager à former un Conseil des ministres paritaire, comme avait réussi à le faire son prédécesseur, Jean Charest, en 2007. Il a plutôt indiqué qu'il viserait une « zone paritaire » où les femmes occuperaient de 40 à 60 % des postes de ministre.

La liste de libérales élues ayant déjà occupé des fonctions ministérielles compte Dominique Vien, Lise Thériault, Christine St-Pierre, Kathleen Weil, Marguerite Blais, Julie Boulet et Nicole Ménard.

D'autres, comme Stéphanie Vallée, Filomena Rotiroli, Francine Charbonneau, Lucie Charlebois ou Maryse Gaudreault, comptent désormais une feuille de route importante comme députée et pourraient aspirer à des fonctions plus importantes.

« M. Couillard peut compter sur plusieurs femmes d'expérience, il n'aura pas d'excuse de ne pas leur faire une place de choix au Conseil des ministres », constate la politologue Manon Tremblay.

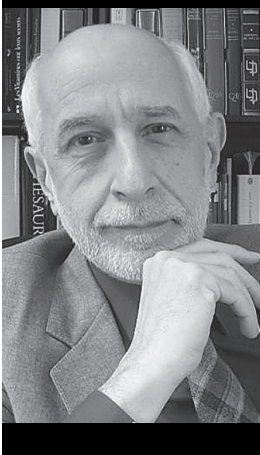
Le Devoir

« Ce n'est pas l'électorat qui discrimine les femmes, mais bien les machines de partis »

Manon Tremblay, Université d'Ottawa



Kathleen Weil, Maryse Gaudreault et Christine St-Pierre pourraient toutes se voir confier un ministère. Mais Philippe Couillard ne promet pas la parité au Conseil des ministres.



Congédié ?

Voyez

François Gendron  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Spécialistes de la **santé**

www.cliniquesantecapillaire.com

## Perte de cheveux

Soins capillaires personnalisés : hommes et femmes de tous âges



- Approche santé globale
- Contrôle du stress
- Problèmes chroniques de santé et de peau

514 289-9762

Évitez : les massages du cuir chevelu, informez-vous...

Le CSC... un Concept Santé Complet... pour vous

Micheline Grimard infirmière, naturopathe

50 ans d'expérience en santé en 2015, formation continue.

Au Québec, l'unique vraie clinique capillaire professionnelle reconnue avec méthode naturelle à Montréal.

D<sup>re</sup> Evelyne Elliott Tousignant, podiatre



- Orthèses plantaires sur mesure
- Soins podiatriques
- Ongles incarnés
- Traitement de verrues
- Soins pour diabétiques
- Podiatrie sportive

Pour rendez-vous  
514.508.7433

1559 Bélanger Est, Montréal  
www.soulagezvospieds.com

Pour annoncer dans ce regroupement,  
communiquiez avec Evelyne De Varennes au  
514.985.3454 ou edevarennes@ledevoir.com

## ÉLECTIONS QUÉBEC 2014

PARTI QUÉBÉCOIS

## La course à la chefferie n'est pas pour demain

ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

Ils étaient à ses côtés sur la scène lundi soir, Pierre Karl Péladeau, Jean-François Lisée et Bernard Drainville, chacun avec son petit laïus, trois prétendants à la succession de Pauline Marois, quand la chef péquiste a annoncé qu'elle abandonnait la partie. Mais il ne faut pas croire que la course à la chefferie au Parti québécois est imminente.

Au terme de la soirée électorale du PQ, le portrait, télédiffusé en direct, apparaissait incongru : trois vautours volant au-dessus d'un cadavre encore chaud. Or c'est la garde rapprochée de Pauline Marois qui a insisté pour qu'ils viennent « chauffer » la salle avant que la chef ne vienne s'adresser aux militants, a-t-on indiqué mardi. Le scénario ne s'est toutefois pas déroulé comme prévu.

Les trois ténors péquistes devaient être entourés des élus de la grande région de Montréal, qui seraient montés sur scène sous les ovations, invités l'un après l'autre par les maîtres de cérémonie, les comédiens Lucie Laurier et François L'Écuyer. Mais comme les élus se faisaient rares — seules Nicole Léger, dans Pointe-aux-Trembles, et Carole Poirier, dans Hoche-laga-Maisonnette, se sont pointées —, les trois compères ont pris toute la place.

## Chef de l'opposition

Avant même de parler de course à la direction, le caucus des députés du PQ doit prendre une décision beaucoup plus immédiate : choisir qui d'entre eux occupera le poste de chef de l'opposition officielle. Réélu dans Abitibi-Ouest, le doyen François Gendron a offert ses services. Mais le nom d'un autre candidat circule, celui du député de Jonquière, Sylvain Gaudreault, qui, à 43 ans, incarne une forme de renouveau.

On s'attend à ce que l'expérimenté député de Chicoutimi, Stéphane Bédard, reprenne dans l'opposition le poste de leader parlementaire qu'il occupait au gouvernement. Élu dans Rimouski, Harold Lebel pourrait assumer la fonction de whip, lui qui a été chargé au cabinet de la première ministre des relations avec les députés. Un caucus élargi doit avoir lieu jeudi.

Si le gouvernement libéral avait été minoritaire, les péquistes se seraient empressés de se trouver un nouveau chef, mais comme le mandat du gouvernement de Philippe Couillard se poursuivra pendant quatre ans et demi — la Loi sur les élections à date fixe trouvant sa première application concrète —, ils ont du temps devant eux. Une course à la chefferie pourrait n'avoir lieu que l'an prochain, avance-t-on.

Ce délai s'imposerait d'autant plus que la défaite catastrophique de lundi a produit une onde de choc qui a ébranlé les fondements mêmes de l'option souverainiste. D'aucuns estiment que l'option — et la stratégie qui l'accompagne — doit être revue en profondeur.

Dans une lettre à Pauline Marois qu'il a publiée mardi sur son blogue, Jean-François Lisée laisse entendre qu'un parti souverainiste qui s'affiche comme tel aura du mal à rallier suffisamment de Québécois pour reprendre le pouvoir. « Gilles Vigneault le disait au lendemain du référendum de 1980 : "Nous n'étions pas assez nombreux à penser comme moi." Hier, ma très chère Pauline, les Québécois n'étaient pas assez nombreux à penser comme toi. À penser comme nous », écrit-il.

Le Devoir

COALITION AVENIR QUÉBEC

## Legault déplore les victoires « par défaut »

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le Parti libéral du Québec s'est fait élire « sans trop d'efforts », regrette le chef de la CAQ, François Legault. Il lui a suffi de brandir le « pays imaginaire » du Parti québécois pour « gagner une [autre] élection par défaut », selon lui.

« Le pays imaginaire nuit à bien des égards au pays réel. Il faut en être conscient. Il faut y réfléchir », a fait valoir M. Legault lors d'un point de presse lundi avant-midi à Montréal.

La dégelée électorale du PQ provoquera à coup sûr un examen de conscience au sein du mouvement souverainiste. « Le Parti québécois, comme je l'ai fait en 2009, va avoir toute une réflexion à faire. Comment continuer à proposer une option qu'une majorité de Québécois ne souhaite pas, a indiqué le chef caquiste. Moi, je n'en trouvais pas, de solution. Si le PQ continue de proposer de ne pas exclure de référendum, il va être dans le trouble. S'il commence à ne plus proposer de référendum, il va être dans le trouble. »

A ses yeux, le PQ est condamné à rester dans l'opposition s'il continue de faire la promotion de l'indépendance du Québec.

L'ancien ministre péquiste s'est refusé lundi matin à « faire la réflexion à [la] place » de ses anciens confrères et consœurs.



François Legault et sa conjointe Isabelle Brais. Le PQ a « une réflexion à faire », dit le chef de la CAQ.

« Il y en a au moins trois qui vont s'en occuper », a-t-il lancé, dans un clin d'œil à Bernard Drainville, Jean-François Lisée et Pierre Karl Péladeau. Ceux-ci ont tour à tour pris la parole lundi soir pour inviter les militants à se relever de la défaite avant même que la première ministre sortante, Pauline Marois, eût prononcé son discours de défaite.

La CAQ est disposée à accueillir dans ses rangs des

élus péquistes, prêts à mettre en veilleuse le projet de pays du Québec, a fait remarquer M. Legault. « Tout le monde est bienvenu à la Coalition avenir Québec », a-t-il dit, avant d'ajouter : « On a du temps devant nous. On a quatre ans. »

La CAQ a pâti de la polarisation de l'électorat — fédéralistes d'un côté, souverainistes de l'autre —, et ce, « peut-être plus à Québec qu'ailleurs ». En effet, la CAQ s'est fait arracher

les circonscriptions de Montmorency, Charlesbourg et Vanier-Les Rivières. « Cette élection a été quasi référendaire. »

## « Sans trop d'efforts »

En permettant au PLQ de prendre le pouvoir « presque automatiquement », « sans vraiment rien proposer », la répétition d'élections quasi référendaires « n'est pas saine » pour la démocratie québécoise, a souligné M. Legault

au lendemain du scrutin. « L'omniprésence d'un référendum ou de la souveraineté, ça permet au Parti libéral de remporter des élections sans trop d'efforts. [...] On ne peut pas continuellement gagner une élection par défaut, en proposant un "oui" ou un "non" à un référendum », a-t-il ajouté.

A la lumière des résultats électoraux, la CAQ entreprendra une « réflexion » sur les façons de s'imposer comme une « alternative crédible, responsable et constructive au Parti libéral du Québec dans toutes les régions du Québec » en vue des prochaines élections générales, soit en octobre 2018, a précisé M. Legault, qui « nourrit toujours l'ambition de diriger un gouvernement ».

L'homme de 56 ans sent la « responsabilité d'être [la voix de] la quasi-opposition officielle » à l'Assemblée nationale, tant et aussi longtemps que le PQ se cherche un nouveau chef. Il dirigera une opposition « constructive » face au gouvernement libéral.

« Nationaliste », François Legault n'hésitera pas une seconde à le rappeler à l'ordre s'il manque de tonus pour défendre la langue française et l'identité québécoise. « [Il faut] défendre le Québec d'abord », a insisté M. Legault.

Le Devoir



## UNE AMPOULE QUI CONSOMME MOINS, UNE IDÉE LUMINEUSE.

Les ampoules à DEL homologuées ENERGY STAR® :

- Une économie d'énergie de 80 %\*
- Une durée de vie 25 fois plus longue\*\*

Mieux consommer, c'est avantageux pour tous.



hydroquebec.com/del

AMPOULE À DEL

7\$ de rabais à la caisse par ampoule chez les détaillants participants\*\*.

Offre valide du 13 mars au 26 avril 2014.



\*Par rapport aux ampoules à incandescence.  
\*\*Certaines conditions s'appliquent.

## ÉLECTIONS QUÉBEC 2014



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Élue dans Sainte-Marie-Saint-Jacques, Manon Massé est devenue lundi la troisième députée de Québec solidaire.

## Manon Massé, une députée marginale à l'Assemblée nationale

MÉLANIE LOISEL

Manon Massé a déjà voulu devenir curé. Difficile à croire lorsqu'on rencontre la nouvelle députée de Québec solidaire qui est ouvertement lesbienne et féministe. Impossible de l'imaginer faire des sermons alors qu'elle a passé sa vie à se battre contre les injustices, l'indifférence et les préjugés. Impossible aussi de l'imaginer en soutane alors qu'il est même difficile de l'imaginer en tailleur à l'Assemblée nationale.

Cette grande militante et travailleuse communautaire n'a vraiment rien d'un curé, ni même d'une prêtresse. On pourrait dire, sans même l'offusquer, qu'elle est un énergumène rare avec ses grands cheveux blancs, ses yeux bleus pétillants, sa voix éraillée par la cigarette et sa petite moustache qui fait tant jaser.

### Partage, entraide et solidarité

Dans le quartier gai à Montréal, tout le monde la connaît. Depuis des années, elle milite pour améliorer le sort des plus démunis, des marginaux et des minorités. Il faut la voir saluer les sans-abri, cajoler ses amis et porter attention aux plus poqués pour voir qu'il s'en fait peu, des femmes comme Manon Massé.

Mais d'où lui vient cet engagement social? Qu'est-ce qui l'anime tant?

Attaquée au café Cacao 70 rue Sainte-Catherine, Manon Massé est revenue à ses racines pour expliquer son long chemin qui lui a permis d'être

### Vers des dépouillements judiciaires?

Les mandataires des candidats malheureux dans les circonscriptions de Borduas et Sainte-Marie-Saint-Jacques «analyser» la possibilité de déposer une requête de dépouillement judiciaire.

Dans Sainte-Marie-Saint-Jacques, à Montréal, Manon Massé a remporté une victoire à l'arraché. Avec une majorité de 91 voix, elle a devancé sa plus proche rivale, la candidate libérale Anna Klisko, qui s'est faufilée, elle, devant Daniel Breton, député sortant du Parti québécois.

De son côté, le ministre sortant de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, s'est fait ravir par 99 votes la circonscription de Borduas, en Montérégie, par le candidat de la Coalition avenir Québec (CAQ), Simon Jolin-Barrette.

La Presse canadienne

élue, lundi soir, dans la circonscription montréalaise de Sainte-Marie-Saint-Jacques.

Elle a parlé de sa jeunesse dans le village de Windsor en Estrie, où son père travaillait dans un atelier et sa mère était femme au foyer. Cadette d'une famille de trois enfants, Manon a eu l'immense chance d'être aimée profondément. «L'amour que j'ai reçu de mes parents m'a fait un bon fond», lâche-t-elle en parlant de toute l'importance de bien commencer sa vie.

Elevée dans une famille très croyante et pratiquante, Manon raconte qu'elle a baigné dans un milieu où les valeurs de partage, d'entraide et de solidarité étaient primordiales. À l'époque, elle avoue qu'elle croyait en Dieu. La religion faisait partie de sa vie au point où elle a même décidé d'étudier en théologie à l'univer-

sité. «Ma première motivation était de devenir curé, mais je me suis vite rendu compte que la porte était complètement fermée, et c'est là que je suis devenue féministe», lance-t-elle en riant.

Sur cette route, Manon a quand même croisé un animateur pastoral qui aura eu beaucoup d'influence dans sa vie. Un certain Gaston Leblanc lui a appris «l'ouverture» à l'égard des autres. «Moi, j'étais lesbienne et Gaston n'avait pas de problème avec ça. Il m'a appris qu'en aimant avec le cœur, il était possible de changer le monde», confie-t-elle.

À partir de ce moment, Manon Massé n'a jamais cessé d'aimer, de croire en l'être humain et de voir le potentiel dans chaque personne. Depuis plus de 30 ans, elle s'est même donnée comme mission de donner une voix, comme elle dit, aux sans-voix. Parce

qu'elle veut vivre dans un Québec inclusif. Et parce qu'elle est bien placée pour savoir à quel point l'exclusion peut faire mal.

Manon n'avait que sept ans lorsqu'on lui a dit pour la première fois que la ligne des gars était de l'autre côté alors qu'elle venait de se placer dans la ligne des filles. Maintenant âgée de 50 ans, elle ne compte plus le nombre de fois où elle s'est fait dire qu'elle n'était pas dans la «bonne toilette».

### Pas de métamorphose

Des remarques comme celle-ci, la nouvelle députée solidaire en a entendu plus d'une dans sa vie. «Oui, c'est blessant, mais c'est moi en même temps. Pour moi, l'intégrité, ce n'est pas juste une question d'argent et de corruption, c'est d'être la personne que tu es. C'est ça ma réelle démarche dans ma vie et je n'ai pas fini d'être celle que je suis», avertit-elle.

Lors de la prochaine rentrée parlementaire, Manon Massé prévient déjà qu'elle n'a pas l'intention de se métamorphoser pour faire plaisir à la galerie. Bien qu'elle soit prête à se plier au décorum et aux règles du jeu, elle demeurera la même femme critique, combattante, qui questionnera et dénoncera sans gêne les inégalités. Et elle avoue qu'elle continuera de s'habiller dans les friperies: «Ça ne changera pas parce que je vais à l'Assemblée nationale!» affirme-t-elle en assumant pleinement toute sa marginalité.

Le Devoir

## Soulagement à Ottawa

HÉLÈNE BUZZETTI  
MARIE VASTEL

Correspondantes parlementaires  
à Ottawa

Tout sourire. Les trois chefs des partis officiels à la Chambre des communes se sont réjouis de la victoire libérale au Québec, y voyant la preuve que les citoyens veulent parler d'économie et non d'un hypothétique troisième référendum. Mais ils se gardent bien de prédire la mort du mouvement souverainiste.

«Les Québécois ont rejeté la tenue d'un autre référendum. Ils veulent un gouvernement qui soit ciblé sur l'économie et la création d'emplois», a déclaré Stephen Harper à la Chambre des communes, alors qu'il venait de se faire interroger à propos... de la réforme électorale. Sa réponse a été accueillie par une ovation conservatrice à laquelle se sont jointes les troupes libérales. Les néodémocrates sont restés assis.

Même discours du côté du chef néodémocrate Thomas Mulcair, pour qui le verdict des élections de lundi démontre que les «Québécois ont exprimé le vœu d'avoir autre chose, de penser d'abord et avant tout à des emplois pour les prochaines années». Lui-même a voté pour le libéral Geoffrey Kelley.

C'est en volant plusieurs circonscriptions au Bloc québécois en 2011 que le NPD s'est retrouvé à former l'opposition officielle à Ottawa. La défaite du PQ débarrasse-t-elle les néodémocrates de la menace bloquiste pour l'élection de 2015? «Je suis en politique depuis trop longtemps pour ne pas avoir vécu des prévisions de toutes sortes», a réfuté M. Mulcair. «On dit qu'une semaine c'est une éternité en politique. Il nous reste environ 75 éternités d'ici aux prochaines élections.»

Sa députée Françoise Boivin s'est montrée moins équivoque. «Je ne serai jamais de celles qui prétendent que c'est la fin du mouvement souverainiste:

chaque fois qu'on déclare la mort de quelque chose, ça renaît!» Le député conservateur albertain Peter Goldring, qui fait partie du Comité spécial sur l'unité canadienne, a osé prédire cette mort. «S'il y a eu un moment dans l'histoire où nous avons eu le sentiment honnête et sincère que cet enjeu sombrait dans l'oubli, c'est maintenant. C'est probablement le rejet le plus clair de la séparation que nous avons eu depuis de nombreuses années.»

### Oui au Canada

De passage à Ottawa pour prononcer un discours en soirée, l'ex-premier ministre Brian Mulroney a fait mention des résultats. «Il y a eu des élections au Québec hier [lundi], et le Canada a gagné», a-t-il résumé.

De la Saskatchewan, une prédiction similaire a été faite par le premier ministre Brad Wall. Sur Twitter, il a écrit: «À tous mes amis dans le PQ, mes sincères adieux. Le ratoureur». Pauline Marois l'avait ainsi baptisé à cause de son refus lors de rencontres entre premiers ministres de considérer ses idées.

Le chef libéral Justin Trudeau a salué le rejet québécois des «politiques identitaires divisives». Il prédit que Philippe Couillard ne rappellera pas avec une version édulcorée de la charte qui reprendrait les éléments de la précédente faisant consensus. «Je suis en faveur d'une charte, et c'est la Charte des droits et libertés», a-t-il dit avant d'ajouter: «C'est un enjeu qui n'est pas une priorité pour le nouveau premier ministre du Québec.»

Le père de la clarté référendaire, Stéphane Dion, avait un conseil à offrir aux souverainistes. «Ça s'est beaucoup joué sur non pas ce qu'on a appelé la peur d'un référendum, mais le refus d'un référendum, qui est un refus national. [...] Si les partis indépendantistes continuent d'appeler ça une peur, ils ne comprendront pas ce qui leur est arrivé.»

Le Devoir

## La majorité réjouit Coderre

Le maire de Montréal salue la fin du projet de charte de la laïcité du PQ

JEANNE CORRIVEAU

Peu importe sa couleur, un gouvernement majoritaire à Québec est une bonne nouvelle pour le monde municipal, croit Denis Coderre. Au lendemain de l'élection du Parti libéral de Philippe Couillard, le maire de Montréal s'est aussi réjoui que ce changement de garde ait évacué les questions de référendum et de charte de la laïcité.

Pour Denis Coderre, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement majoritaire à Québec assurera une «stabilité»: «Pour les quatre prochaines années, on a des choses précises à demander. Il faut donc assurer le suivi.»

À la suite d'un déjeuner-conférence organisé par le Conseil du patronat du Québec mardi, Denis Coderre et le maire de Rimouski et président de l'Union des municipalités du Québec, Eric Forest, ont rappelé les demandes formulées par les maires au cours des dernières semaines.

Pour Montréal, Denis Coderre souhaite le dépôt et l'adoption rapide du projet de loi sur l'inspecteur général. Il réclame aussi que les négociations s'engagent promptement afin de doter Montréal d'un statut de métropole avec des pouvoirs semblables à ceux accordés à la Ville de Toronto par le gouvernement de l'Ontario.

Montréal veut diversifier ses sources de financement et ob-

tenir des pouvoirs accrus en matière notamment de développement économique, d'intégration des immigrants et d'itinérance. De passage à l'hôtel de ville il y a deux semaines, Philippe Couillard s'était montré favorable à cette demande. Denis Coderre croit que ce dossier pourrait se régler d'ici deux ans.

### Régimes de retraite

De son côté, Eric Forest a rappelé la nécessité d'adopter le projet de loi sur les régimes de retraite. «C'est un enjeu qui est majeur et qui ne demande pas de sous, mais du courage politique», a-t-il dit.

M. Forest presse aussi le nouveau gouvernement de conclure rapidement des ententes avec Ottawa pour le financement de travaux d'infrastructures.

Denis Coderre, qui avait dénoncé la charte de la laïcité sur toutes les tribunes, ne regrette pas que celle-ci soit reléguée aux oubliettes avec la défaite du PQ. Il croit d'ailleurs que cette charte a nui au parti de Pauline Marois. «La charte des valeurs a divisé. De la façon dont les choses sont sorties, ce n'était pas correct, ce n'était pas acceptable. Pour moi, on passe à un autre appel, a-t-il dit. Si des gens ont pensé que, pour des fins électorales, on pouvait se servir de ça pour attirer des votes, oui, il y a eu un impact.»

Le Devoir



## Dîners d'affaires



DU MARDI AU VENDREDI DE 12H À 15H



511 RUE VILLERAY MONTRÉAL 514.495.1999  
RESTOTAPEO.COM

## LA GRÈCE À SON MEILLEUR

chez  
Milos



estiatorio Milos

514.272.3522

5357 Avenue du Parc, Montréal, Qc  
H2V 4G9

www.estiatoriomilos.com

**Vous avez des droits  
nous pouvons vous aider**

**Yves Ménard**  
Avocats inc.

514.861.0469

menardavocats.com

## ACTUALITÉS

COMMISSION CHARBONNEAU

## Les contrats du MTQ aux grands donateurs politiques

BRIAN MYLES

Asphaltage, éclairage, signalisation, construction de routes et de structures: à peu près tous les types de contrats au ministère des Transports du Québec (MTQ) sont accaparés par une poignée de firmes de génie-conseil et d'entrepreneurs qui figurent, curieusement, parmi les plus gros contributeurs des partis provinciaux.

La commission Charbonneau a repris ses audiences mardi, au terme d'une trêve électorale, avec la ferme intention de découvrir «les zones de vulnérabilité» dans l'octroi des contrats au MTQ, un pactole de 15,6 milliards de dollars pour la période allant de 1997 à 2012. La commission s'intéressera aussi aux liens entre l'octroi des contrats au MTQ et le financement des partis, un sujet qui a plané comme une ombre sur la dernière campagne électorale.

L'ex-président de Sintra, Normand Bédard, a amorcé son témoignage en fin de journée. Sintra était le plus gros client du MTQ du côté des entrepreneurs, avec des contrats de 1,6 milliard au cours des 15 dernières années.

Sintra est un joueur majeur dans le domaine de l'asphaltage. Cette filiale des sociétés françaises Bouygues et Colas possède 23 entreprises au Québec. Les deux firmes et leurs filiales ont été condamnées à de lourdes amendes totalisant 56,4 millions en France pour avoir fait de la collusion de 1990 à 2006.



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

**Douze firmes de génie-conseil ont récolté 87% des contrats du ministère des Transports entre 1997 et 2012, alors que 15 entrepreneurs se partageaient 75% des projets.**

Normand Bédard poursuivra son témoignage mercredi.

## De gros dons

En matinée, le directeur adjoint de la recherche à la commission Charbonneau, Martin Comeau, a présenté une série de tableaux fort révélateurs. Les firmes de génie-conseil et les entrepreneurs qui avaient la main heureuse au MTQ étaient aussi de gros donateurs pour les partis provinciaux.

Douze firmes de génie-conseil ont récolté 87% des contrats du MTQ, pour un total de 2,5 milliards, entre 1997 et 2012. Leurs employés et les membres de leur entourage ont

gratifié au passage les trois principaux partis de dons totalisant 14,8 millions de dollars.

Ces firmes sont (par ordre d'importance) Dessau, Genivar, SNC-Lavalin, CIMA+, BPR, Roche, EXP, AECOM, SMI, Inspec-Sol, Génies et Axor. Leurs employés et les membres de leurs familles ont donné 8,3 millions au Parti libéral du Québec (56% du total des dons), 5,3 millions au Parti québécois (36%) et 1,2 million à l'ancêtre de la Coalition avenir Québec, l'Action démocratique du Québec (8%).

Selon l'économiste Comeau, les firmes de génie-conseil privilégiaient toujours les forma-

tions au pouvoir dans leurs élans de générosité.

Durant la période visée par la commission, le PQ a été au pouvoir pendant cinq ans et demi (de 1997 à mars 2002, et pendant quatre mois en 2012) et le PLQ pendant un peu plus de neuf ans (d'avril 2003 à août 2012).

## Les entrepreneurs aussi

La répartition des contrats entre les entrepreneurs suit les mêmes tendances. Quinze entreprises ont récolté 75% des contrats, pour un total de 7,9 milliards. Ce sont (par ordre d'importance) Sintra, DJL, Simard Beaudry, Soter, Holcim, EBC, Couillard construction, Hamel construction, Groupe Chignon, Pomerleau, Roxboro Excavation, Béton provincial, Grandmont et fils, Inter-Cité et Asphalté Desjardins.

Quatre chefs de file se démarquent de leurs concurrents. Sintra, DJL, Simard Beaudry et Soter ont récolté le quart de ces contrats, pour un total de 3,8 milliards.

Les grands entrepreneurs à l'œuvre sur les chantiers imitaient les firmes de génie-conseil en contribuant au financement des partis provinciaux, mais ils étaient un peu plus pingres. De 1997 à 2012, les membres du personnel (ou leur entourage) des 15 plus gros joueurs ont donné 1,5 million au PLQ, 639 944\$ au PQ et 147 137\$ à l'ADQ, pour un total de 2,3 millions. Le Parti libéral a récolté 65% de ces contributions, contre 28% pour le PQ et 7% pour l'ADQ.

Le MTQ a remarqué des écarts importants entre l'estimation et le coût réel des travaux entre 2012 et 2013. L'écart est de 16%, ce qui représente des économies de 240 millions. La pression des enquêtes journalistiques et policières, de même que les travaux de la commission Charbonneau ont provoqué un regain de concurrence entre les firmes de génie-conseil et les entrepreneurs à l'œuvre au MTQ, a expliqué l'économiste Comeau.

## Dernière étape avant l'été

La commission terminera le volet «recherche des faits» de son mandat avec cette incursion dans l'octroi des contrats au MTQ et des possibles liens avec le financement des partis provinciaux.

L'audition des témoins se poursuivra jusqu'à la relâche estivale. Cet automne, les commissaires entendront les auteurs des mémoires qu'ils jugeront les plus pertinents. La commission avait invité quiconque ayant un intérêt pour son mandat à produire un mémoire, au plus tard le 20 juin. Elle n'entendra cependant pas tous les auteurs indistinctement.

Une fois cette étape terminée, les commissaires et le personnel quitteront les feux de la rampe pour se consacrer à la rédaction du rapport final, une tâche colossale. Le rapport doit être livré au plus tard le 19 avril 2015.

Le Devoir

## RÉFORME ÉLECTORALE

## Sheila Fraser s'en prend à l'attitude de Poilievre

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Sheila Fraser, l'ex-vérificatrice générale du Canada qui a attaché le grelot au programme des commandites, s'attaque au ministre de la Réforme démocratique Pierre Poilievre. Elle estime que le ministre rend un très mauvais service au Canada, au gouvernement et à la démocratie en général lorsqu'il dénie comme il l'a encore fait mardi le patron d'Élections Canada.

«Ca m'inquiète beaucoup, ça me dérange beaucoup quand j'entends les commentaires faits par le ministre aujourd'hui [mardi] en comité lorsqu'il attaque le directeur général des élections [Marc Mayrand]. Cela ne rend service à personne. Cela sape la crédibilité des institutions. Et en bout de piste, si cela devait continuer, nous en paierions tous le prix parce que plus personne ne ferait confiance au gouvernement, au directeur général des élections ou au système démocratique.»



Sheila Fraser

répondants. M. Mayrand réplique qu'il s'agit d'erreurs administratives ne permettant pas de conclure qu'il y a eu fraude. M. Poilievre n'aime pas cette réponse, a-t-il fait savoir mardi. «Le témoignage d'Élections Canada renforce ma détermination à exiger des pièces d'identité. Parce que le DGE a simplement balayé du revers de la main ce gigantesque nombre d'irrégularités comme n'étant pas pertinentes ou importantes, ce qui me laisse croire qu'il n'a aucun plan pour s'y attaquer.»

La fin du recours aux répondants pourrait retirer le droit de vote à 100 000 électeurs, évalue Elections Canada. Plusieurs observateurs pensent que ces dispositions pourraient donc être contestées devant les tribunaux. Le projet de loi a-t-il été jugé constitutionnel par les experts du ministère? Le ministre Poilievre a refusé de répondre. «Je suis convaincu que ces propositions respectent la Constitution», a-t-il répondu.

## Manning à la barre

Par ailleurs, l'ex-chef du Parti réformiste, Preston Manning, a aussi comparu en comité lundi soir pour commenter le projet de loi C-23. S'il n'est pas aussi critique que d'autres, il pense cependant que le gouvernement fait fausse route en voulant interdire à Elections Canada de faire des campagnes d'incitation au vote.

Fait à noter, les députés conservateurs exigent désormais de tous les témoins qui donnent leur avis sur C-23 qu'ils déclarent s'ils ont déjà travaillé pour Elections Canada. Cette approche a été qualifiée de «maccarthysme» par les députés de l'opposition. Les conservateurs avaient laissé entendre que M<sup>me</sup> Fraser n'était pas neutre puisqu'elle siège au comité consultatif d'Élections Canada, un regroupement d'éminences grises. «J'espère qu'avec les années, j'ai démontré que je dis ce que je pense et qu'on ne m'influence pas facilement!» a rétorqué la principale intéressée.

Le Devoir



VANO SHLAMOV AGENCE FRANCE-PRESSE

Les pensées intrusives se présentent le plus souvent sous forme de doute, comme «ai-je éteint la cuisinière avant de partir?» Les répondants de l'échantillon, issus de 13 pays, en ont signalé.

## Les pensées morbides et les doutes déraisonnables seraient universels

Les constats d'un professeur de Concordia pourraient aider à soigner les gens atteints de trouble obsessionnel-compulsif

PAULINE GRAVEL

Qui n'a pas déjà imaginé sa maison en flammes? Qui ne s'est jamais vu sauter du balcon d'un immeuble? De telles pensées ou images importunes nous traversent l'esprit à l'occasion sans raison particulière. Il ne s'agit nullement d'un problème pathologique, mais d'un phénomène répandu dans toutes les cultures et les pays du monde, confirme une étude internationale.

Habituellement, la raison nous aide à chasser rapidement ces idées, images ou impulsions intrusives importunes. Les personnes atteintes du trouble obsessionnel-compulsif (TOC) se mettent quant à elles à y croire et s'inquiètent pour leur sécurité et leur santé mentale, explique Adam Radomsky. Ce professeur de psychologie à l'Université Concordia a codirigé l'étude, dont les résultats sont publiés dans la revue *Journal of Obsessive-Compulsive and Related Disorders*.

## Image affolante et solution

Dans le but de vérifier si les pensées intrusives étaient bien un phénomène universel, les chercheurs ont demandé à 777 étudiants universitaires s'ils avaient eu au moins une pensée intrusive indésirable au cours des trois derniers mois. Les étudiants interrogés résidaient au Canada (Montréal et Fredericton), aux États-Unis, en Argentine, en Australie, en France, en Grèce, en Italie, en Espagne, en Turquie, en Israël, en Iran, à Hong Kong et en Sierra Leone. La grande majorité des étudiants (93,6%) ont affirmé avoir éprouvé un tel phénomène, et les types de pen-

sées qu'ils ont décrits étaient en grande partie similaires. Les intrusions qu'ils ont le plus souvent évoquées étaient des doutes, comme: ai-je verrouillé la porte d'entrée de la maison? Ai-je bien envoyé mon devoir à mon professeur? Ai-je éteint la cuisinière avant de partir?

Les participants ont également décrit diverses stratégies les aidant à évacuer ces idées incongrues, comme se distraire, porter attention à autre chose, se convaincre mentalement d'arrêter de penser à cela, d'imaginer un geste ou un objet — comme un extincteur pour éteindre un incendie — qui neutraliserait la pensée indésirable, passer en revue les gestes que l'on a faits avant de quitter la maison afin de se rassurer.

Selon M. Radomsky, ces résultats démontrent que des personnes normales de toute culture expérimentent des idées intrusives importunes secondaires utiles pour traiter les personnes souffrant de TOC, car celles-ci se croient anormales de penser à des choses aussi étranges. Or, «ces résultats nous permettent de leur répondre qu'à peu près tout le monde a de telles pensées. Ils nous aident à leur faire comprendre que les idées en elles-mêmes ne sont pas problématiques, mais que c'est plutôt la façon dont ils les interprètent et les analysent qui l'est. Cette compréhension est au cœur de la thérapie cognitive-comportementale employée pour traiter le TOC. Les patients en arrivent ainsi à réaliser qu'ils n'ont pas à s'inquiéter outre mesure de ces pensées. Puis, celles-ci finissent alors par surgir moins fréquemment et par moins les déranger.»

Le Devoir

## Rougeole: le Québec semble protégé

L'éclosion de rougeole qui a atteint plus de 300 personnes au Canada depuis quelques semaines n'a pas encore rejoint le Québec. La Santé publique est à l'affût et maintient «son niveau d'alerte quant au risque élevé d'importation de rougeole au Québec», indique la responsable des relations avec les médias du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Stéphanie Ménard. L'épidémiologiste à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), Gaston de Serres, estime que l'excellente couverture vaccinale des enfants québécois est rassurante en ce qui concerne les risques posés par le virus s'il traversait la rivière des Outaouais: des cas ont été rapportés en Ontario, notamment à Ottawa. C'est la région de la vallée de Fraser, en Colombie-Britannique, qui est la plus touchée, avec 320 cas. Un texte complet sur [LeDevoir.com](#).

Le Devoir

## Woodworth: la motion pro-vie mise aux voix

Ottawa — La motion du député conservateur Stephen Woodworth demandant que toutes les lois canadiennes soient interprétées de manière à reconnaître «la valeur égale et la dignité» de tout être humain sera mise aux voix ce jeudi. Et cela s'entend au sens littéral. Comme M. Woodworth ne peut pas faire voter sa motion, il demandera le consentement unanime des députés pour qu'elle soit adoptée. Il suffit qu'un élu émette un son pour que cela lui soit refusé. Selon lui, seuls les «extrémistes» pourraient s'opposer à son initiative. M. Woodworth, un pro-vie notoire, mène une croisade pour que les lois canadiennes reconnaissent qu'un fœtus est un être humain même s'il n'est pas encore sorti du ventre de sa mère.

Le Devoir

## Un déficit pour Mélanie Joly aussi

À l'instar des trois autres partis présents à l'Hôtel de Ville de Montréal, le Vrai changement pour Montréal, dirigé par Mélanie Joly, a clos l'année 2013 avec un déficit. Le rapport financier du parti qui vient d'être rendu public révèle un manque à gagner de 106 420\$. Le parti croit toutefois que le remboursement auquel ont droit les formations politiques pour leurs dépenses électorales lui permettra de renflouer ses coffres. Rappelons que le Vrai changement pour Montréal avait omis de déposer son rapport financier dans les délais requis. Au terme de 2013, le déficit d'Équipe Denis Coderre s'est élevé à 345 938\$, celui de Coalition Montréal a atteint 174 614\$ et celui de Projet Montréal a été de 209 54\$.

Le Devoir

## Attawapiskat: un ex-dirigeant accusé de fraude

Un ancien leader de la réserve crie Attawapiskat, dans le nord de l'Ontario, fait face à des accusations de fraude et de vol. Clayton Kennedy, qui est aussi le conjoint de la chef de bande bien connue Theresa Spence, a été accusé le 26 mars pour une fraude de plus de 5000\$ et un vol de plus de 5000\$, a indiqué mardi la police, qui parle d'un «événement isolé». Clayton Kennedy, âgé de 62 ans, est actuellement codirecteur de la réserve de Taykwa Tagamou, à Cochrane, en Ontario, au sud d'Attawapiskat. Il a été libéré sous conditions et devra revenir devant le tribunal le 28 mai.

La Presse canadienne

## Inondations en Montérégie

Les autorités de la Montérégie étaient sur un pied d'alerte mardi soir en raison d'inondations causées par les fortes pluies et la fonte des neiges, notamment dans les municipalités de Carignan et de Saint-Clet. Le niveau d'eau a grimpé à près d'un mètre en après-midi dans certains secteurs de Saint-Clet, qui compte 700 âmes.

Le Devoir

# ÉDITORIAL

LE PREMIER MINISTRE PHILIPPE COUILLARD

## Au-delà des résultats

Philippe Couillard a remporté une victoire décisive lundi avec l'élection de 70 députés. À la tête d'un gouvernement majoritaire, il aura maintenant la chance d'orienter le développement du Québec. Quelle sera sa grande bataille? Difficile de le dire, car dans cette campagne électorale il s'est gardé de révéler sa vision de l'avenir de la société québécoise.

Un rapide retour sur le déroulement de la campagne de Philippe Couillard montre que sa conversation avec les Québécois s'est articulée très classiquement autour de ses engagements électoraux. Chaque jour apportait sa promesse, parfois consistant en un appui à un projet local, parfois portant sur des enjeux plus significatifs, comme la relance du Plan Nord. Mais jamais il n'a situé ses engagements sous une vision inspirante susceptible de propulser le Québec dans l'avenir et de mobiliser les Québécois.

Le thème principal de la campagne libérale était l'économie. Pourquoi l'économie? La réponse proposée fut toujours du premier degré. Pour créer des emplois, lesquels généreront des revenus à l'État qui aura alors la capacité de dispenser des services de qualité et de réduire les impôts. On ne sera pas contre la vertu, mais sa promesse de créer 50 000 emplois par année aurait pu prendre un autre sens si on l'avait rattachée à une volonté de partage de la richesse et de solidarité que ne manquait jamais d'évoquer un Robert Bourassa lorsqu'il parlait de croissance économique.

Le but de la campagne libérale était de répondre aux attentes d'électeurs à qui il ne faut pas dire plus que nécessaire. Mais ce faisant, c'est comme si ce parti avait renoncé à centrer son action autour d'objectifs qui ont déjà été au cœur du discours libéral, comme l'environnement et le développement durable, dont Jean Charest avait fait l'axe de l'action économique de son gouvernement. Ce fut le silence complet sur ce sujet, autour duquel pourtant se redéfiniront ces prochaines années tous nos comportements tant de consommateurs que de citoyens.

On ne peut affirmer au terme de cette campagne, où pendant 33 jours Philippe Couillard s'est exposé à la vue de tous, qu'il n'est pas un visionnaire, car il ne se livre pas. Ceux qui l'ont côtoyé durant cette période ont constaté qu'il a pour réflexe de se cantonner dans une certaine réserve qu'il appelle lui-même sa «neutralité émotive» quand on l'invite à se dévoiler.

Le praticien qu'il a été en médecine aime plutôt se voir comme un pragmatique qui règle des problèmes plutôt que de mener des débats sur l'identité ou sur l'avenir de la planète. À sa première conférence de presse comme premier ministre élu, c'est ce politicien pragmatique qu'on a vu mardi. Il avait toutes les réponses, histoire de montrer qu'il sait où il va.

D'emblée, le chef libéral veut imposer un rythme à son gouvernement. Les décisions seront rapides. La relance du programme d'infrastructures à plein régime n'attendra pas. Elle se fera dès l'assermentation de son gouvernement. Il entend par ailleurs reprendre dès le retour à l'Assemblée nationale l'étude du projet de loi Mourir dans la dignité pour une adoption rapide.

Le gouvernement que veut Philippe Couillard en est un de résultats. Des résultats mesurables en nombre d'emplois, en recettes fiscales et en amélioration de services. Ce sont là de «vraies affaires». Mais être premier ministre ne consiste pas qu'à s'occuper de ce qu'on pourrait appeler les «livrables», mais aussi à orienter le développement social, voire moral, de la société québécoise tout entière. Il a employé dans cette campagne le mot «ensemble» pour faire appel aux électeurs qui se sentaient exclus par les politiques péquistes. Ils ont voté pour lui de fait, mais il ne doit pas oublier les quelque 60% de Québécois qui ont voté pour d'autres.

LES FEMMES CHEFS

## Qui, après Pauline?

L'engagement politique de Pauline Marois est fini, terminé, appartient au passé. Un chef, un autre, qui est renvoyé à sa vie privée par des électeurs qui ont envie d'autre chose. Encore récemment, Gilles Duceppe et Jean Charest sont ainsi passés à la trappe. La dure loi de la démocratie ne s'embarrasse pas des états de service le jour où souffle un ardent désir de changement.

Il y avait néanmoins beaucoup de tristesse à voir Pauline Marois ainsi battue. Elle a beau avoir ses responsabilités dans la gifle électorale subie par le Parti québécois, sur laquelle nous reviendrons, sa défaite personnelle était creve-cœur. Peu important les allégeances, ce que représente madame Marois à toujours dépassé ce qu'elle est: la preuve que l'ambition politique pouvait se conjuguer au fait d'être enceinte jusqu'aux oreilles, d'être coquette, de trouver l'équilibre travail-famille, de s'assumer femme en faisant partie de la mêlée.

Cet exemple-là reste rare. Les partis politiques ne manquent pas d'élues compétentes. Mais lundi, le recul du nombre de députées (sept de moins par rapport à 2012, le quart des sièges plutôt que le tiers) a rappelé que la représentativité féminine n'est pas un acquis. Alors devenir chef... Il n'y avait pas de femmes

en lice quand il s'est agi de remplacer Jean Charest; François Legault n'en a que pour ses vedettes masculines; et au Parti québécois, lundi, on n'a même pas attendu que madame Marois ait tiré sa révérence pour que trois prétendants, sans «e», prennent d'assaut la scène, éclipsant celle qui partait.

Une éclipse qui a ponctué toute la carrière de Pauline Marois. Il lui a fallu diriger tous les grands ministères avant de pouvoir enfin, après deux tentatives, accéder à la tête de son parti — et encore, même ces dernières semaines, le chef de la Coalition avenir Québec ne l'a qualifiée que de travailleuse sociale. Quant à sa victoire historique de septembre 2012, alors qu'elle devenait la première première ministre du Québec, elle lui fut volée par un attentat odieux, dont on aurait dû s'émouvoir davantage.

Pauline Marois a néanmoins préparé la voie, montré que c'était possible. Il n'y avait pas de femmes chefs quand elle s'est lancée en politique en 1981. Ce n'est plus le cas: on pense à Françoise David ou au monde municipal, plus riche de références — la jeune Mélanie Joly n'a-t-elle pas eu l'audace, à Montréal, de créer son propre parti? On reste quand même dans la marge. Et les femmes qui dans les grands partis se démarquent — comme Véronique Hivon au PQ — n'apparaissent pas incontournables. On risque donc d'attendre encore longtemps la deuxième femme qui dirigera le Québec. Il faut le dire: cela fait aussi partie des revers de ce lundi 7 avril.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

## Les amnésiques

Quand il s'agit de parler de politique, les gens oublient rapidement l'intérêt des chiffres. Trop souvent, les gens oublient les quantités réelles au profit d'une fiction, la volonté du peuple. L'incrédulité de beaucoup face au retour d'un gouvernement libéral majoritaire est un exemple flagrant. Les Québécois seraient des amnésiques qui, après un an et demi, auraient ramené le PLQ malgré les raisons ayant mené à sa défaite.

À entendre parler ceux «qui n'en reviennent pas», les libéraux étaient tombés dans la disgrâce en 2012 tout comme leurs homonymes à Ottawa. Pourtant, c'était loin d'être le cas. Ils avaient certes perdu le pouvoir, mais avaient récolté presque autant de sièges que le PQ. La différence au vote populaire n'était même pas de 1%. C'était certes un score historiquement bas pour ce parti, mais cela restait une fraction massive. À ce moment-là, plusieurs se demandaient comment ils avaient fait pour si bien s'en tirer alors qu'ils étaient à la fois usés et salis. La question était on ne peut plus pertinente, mais fut rapidement oubliée.

Autrement dit, la remontée des libéraux n'est pas fulgurante, elle n'est que de 10 points de pourcentage, qui évidemment se conjugue à la distorsion créée par notre mode de scrutin. Les Québécois sont-ils amnésiques? Probablement pas. On peut penser que la plupart de ceux qui ont voté pour les libéraux en 2012 ont revoté pour eux. De toute manière, la majorité des électeurs ont voté pour un autre parti. Deux leçons sont donc à tirer: primo, le PLQ a la peau plus que dure, secundo, les amnésiques sont plutôt ceux qui ont oublié la première leçon.

Antoine Desgagnés  
Le 7 avril 2014

## Quelle tristesse!

Une tristesse sourde m'envahit, une tristesse comme je n'en avais jamais éprouvé depuis ces 50 dernières années, et elle draine mes dernières énergies. Mon engagement envers le Québec a commencé en 1963 lors de ma première manifestation contre la déclaration du président Gordon du CNR et cela s'est continué sans interruption depuis, toujours disponible pour du bénévolat. J'ai été membre du RIN puis du PQ sans interruption, malgré les creux de vague de ce parti, car je le voyais comme le seul outil politique capable de convaincre les Québécois et de faire aboutir le pays. Il fallait le soutenir malgré ses tempêtes internes, ce qui m'incitait à maintenir une certaine pression sur moi-même, ma famille et mon entourage. Mais voilà, cher peuple, tu m'es devenu incompréhensible, frileux à la moindre évocation du pays que tu te refuses à toi-même et pour lequel je travaillais, inconscient de ta fragilité dans l'ensemble canadien.

J'ai maintenant 70 ans et je suis fatigué de ton indifférence, de tes sautes d'humeur intempestives, de tes incohérences, de ton manque de solidarité: voter à la fois Trudeau au fédéral et Lévesque au Québec, passer aussi massivement du Bloc québécois au NPD, souhaiter plus de contrôle de toi-même et te maintenir dans la fédération canadienne, puis l'élection de lundi après neuf ans de gestion libérale

désastreuse... Après 50 ans de scolarisation massive, tu n'as pas encore trouvé ta cohérence, ta voie, alors que nos anglophones, tels une boussole immuable, maintiennent le cap, toujours le même, sans qu'on leur en tienne rigueur, et tu les suis aveuglément. J'ai toujours combattu cette idée que Trudeau père aimait nous servir: «... les Canadiens français, un peuple qui n'a que des émotions...», sous-entendant que nous n'avions pas de tête, mais force m'est d'admettre ce soir qu'il avait raison. Tu es devenu ça à mes yeux! J'aimerais me tromper.

J'aurais continué à espérer et à m'engager si la jeunesse était au rendez-vous, mais les récentes enquêtes nous indiquent que le PQ est perçu comme le parti d'une cause et d'une génération, nos jeunes ne se reconnaissent dans aucune d'elles. Ils ne suivent plus, ne dynamisent plus, ils sont ailleurs, dans l'écologie, l'internationalisme et leur individualisme sacré. Ils veulent bien construire l'humanité, mais pas leur pays. [...]

Roger Boileau  
Québec, le 8 avril 2014

## J'ai voté pour la CAQ

Pourquoi j'ai voté pour la CAQ? Parce que j'en ai eu assez, après près de 40 ans, de voir mon vote toujours pris au piège de la question nationale. Je veux voter pour la bonne gouvernance. Le PLQ m'aurait incité à voter pour lui par peur d'un référendum, espérant ainsi me faire oublier ses neuf années de mauvaise gouvernance et les révélations récentes faites par la commission Charbonneau et l'UPAC. Me faire croire que les vieux fantômes ne reviendront pas le hanter.

Bien que je sois toujours convaincu qu'il faut faire la souveraineté du Québec, je ne pouvais non plus voter pour le PQ qui rêvait de me faire avaler la coulèvre de sa charte xénophobe. J'ai l'impression que bien de belles âmes du PQ vont se réveiller avec un sérieux mal de tête et se demander comment ils ont pu tomber aussi bas seulement pour que ce parti puisse conserver sa place sur l'échiquier et garder ouverte la possibilité de la souveraineté.

J'ai voté pour sortir des ornières dans lesquelles les vieux partis m'ont maintenu depuis près de 40 ans. [...] J'ai voté pour la CAQ parce qu'il m'a semblé qu'on aurait là quelqu'un qui prend vraiment au sérieux le besoin pour le Québec de reprendre en main ses finances publiques. Fini le temps, espérons-le, où l'on donnait sans compter l'argent des contribuables à des intérêts privés soit pour bâtir des minicentrales dont nul n'a besoin, soit maintenant pour bâtir des cimenteries dont ni la famille Beaudoin ni le Québec n'ont besoin. Et tout ça, toujours, pour conserver son poste de député.

En ce qui concerne la souveraineté du Québec, elle ne doit plus être entre les mains d'aucun parti politique. Laissez-nous enfin voter pour vous seulement pour votre façon de gouverner. Remettons cette question à un mouvement non partisan, tel le Nouveau Mouvement pour le Québec. Que le PQ abolisse son article 1 et le remplace par un engagement à protéger, ici comme à Ottawa, les intérêts bien compris de la nation québécoise. Ou qu'il disparaisse.

Robert Bernier  
Mirabel, le 7 avril 2014

## Un mal de bloc

Plus que le Parti québécois, c'est le mouvement souverainiste au grand complet qui se réveille avec un mal de bloc en ce matin du 8 avril. Alors que tous les observateurs s'accordent pour donner le tournant de la campagne à Pierre Karl Péladeau, il faut à mon sens bien plus relever la gestion affreuse et improvisée de cette situation par le Parti québécois.

S'ils ne pouvaient pas prévoir un tel raz-de-marée médiatique, ils auraient aisément pu en tirer profit plutôt que de renier la raison même de leur existence pour le reste de la campagne.

En choisissant de mettre de côté l'option souverainiste et en ne laissant sur le terrain de la question nationale que le fameux référendum sans expliquer la nécessité ou les avantages de l'indépendance, le Parti québécois a perdu une autre belle chance de renverser le fardeau de la preuve sur le camp fédéraliste une fois pour toutes.

Au lieu de contre-attaquer, il s'est encore une fois excusé d'exister, et c'est cette réaction insensée qui, en plus d'être le tournant, a été le catalyseur d'une série de longues improvisations malhabiles qui ont mené à une défaite inévitable le 7 avril.

Eloi Mayano-Vinet  
Montréal, le 8 avril 2014

## Le premier ministre de tous

Cher Monsieur Couillard, Malgré le fait que je ne sois pas un de vos partisans les plus fervents, je tiens à vous féliciter pour votre élection au poste de premier ministre du Québec. Je vous écris pour vous demander une chose bien importante. Je vous écris pour vous demander de vous comporter en tant que premier ministre du Québec. Vous êtes devenu lundi soir le représentant de tous les Québécois. Cela signifie que vous n'êtes plus seulement le chef du Parti libéral, mais bien celui de tous les Québécois.

Vous avez été élu avec 41,5% du vote. Cela signifie que 58,9% des électeurs n'ont pas voté pour vous ni pour votre formation politique. Néanmoins, vous devez maintenant entendre et respecter leur voix à eux aussi. Je vous demande donc de ne pas faire comme votre prédécesseur, monsieur Charest. Je vous demande de ne pas respecter que les intérêts du Parti libéral.

L'élection de 2012 a mis fin à une profonde crise sociale qui a morcelé le Québec. Depuis dix-huit mois, nous avons vécu un fragile équilibre social. S'il vous plaît, ne le saccagez pas. Ne laissez pas la partisanerie et les intérêts de votre parti démolir ce qui est si vulnérable. Certes, vous êtes chef du Parti libéral et je serais très surpris de vous voir vous convertir en un militant de Québec solidaire. En formant un gouvernement majoritaire, il est clair que les Québécois devront s'attendre à ce que la gouverne du Québec se fasse selon une certaine idéologie.

S'il vous plaît, ne répétez pas les mêmes erreurs que votre prédécesseur, ne soyez pas celui qui divisera le Québec... pour une seconde fois.

François Ross  
Québec, le 8 avril 2014

## ÉLECTIONS QUÉBEC 2014

# La flèche zen

VICTOR LÉVY-BEAULIEU

Trois-Pistoles

Un fait n'a pas été soulevé par les analystes alors que le PQ se dirigeait tout droit vers une très amère défaite. Le suivant: tous ces analystes ont parlé du projet de la charte de la laïcité et d'un éventuel référendum comme étant deux des raisons qui ont porté le Parti libéral au pouvoir. Pourtant, les députés les plus « déterminés » du Parti québécois ont été réélus ou élus: les Bernard Drainville, Jean-François Lisée et Pierre Karl Péladeau, pour ne parler que d'eux. Les autres, plus « mous » selon le lieu commun, ont tous mordu la poussière. Doit-on y voir un signe... et quel signe? J'aimerais bien vous entendre là-dessus.

Les discours tenus par Drainville, Lisée et PKP, chargés de préparer le terrain à l'arrivée sur scène de Madame Marois, véritable programme politique pour chacun d'eux, m'ont laissé un peu pantois, pataud et penaud: pourquoi ces messages du pays à faire, pourquoi cette passion et cette éloquence n'ont-ils pas constitué l'os et la chair de la campagne électorale? On n'a guère vu Drainville, Lisée et PKP dans la campagne — ils faisaient de la figuration aux côtés d'une Madame Marois peut-



FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

Victor-Lévy Beaulieu se désole de la dernière campagne.

être « déterminée », mais qu'on sentait d'une vulnérabilité intérieure qu'elle n'a pu surmonter.

Vous allez me dire que la campagne électorale de Philippe Couillard a aussi reposé totalement sur ses épaules. Mais le PQ n'a pas vu voir qu'en se présentant dans son pays d'adoption, jusqu' alors « teindu » bleu pour ainsi dire indélibile, Philippe Couillard démontrait aussi une détermination peu commune: en se faisant élire dans Roberval, ce qu'il visait avant tout, c'est l'appui du monde des régions... un pari risqué, mais qu'il a gagné. Et j'ajoute, brillamment.

Rien de pire dans une élection

que de sous-estimer l'intelligence de son adversaire. Or Philippe Couillard est un homme d'une grande intelligence et d'une culture dont peu de politiciens de chez nous peuvent se vanter. Une petite anecdote à ce sujet: il y a déjà un certain nombre d'années, durant un Salon du livre de Montréal, je prenais le café au restaurant de l'hôtel Bonaventure. A plusieurs tables de la mienne, Philippe Couillard, fin seul, faisait de même. Il m'a envoyé un petit mot sur *Monsieur Melville* qu'il avait lu et me demandait si je connaissais sur le sujet un ouvrage très rare qu'il avait consulté

— références à l'appui. Je peux vous assurer que dans ce domaine-là des choses, ce n'est guère courant chez un politicien. En fait, le geste de Philippe Couillard m'a tellement sidéré que je ne crois pas l'en avoir remercié.

Lundi soir encore, que faisait-il en attendant le résultat des élections? Réfugié dans une pièce où il se trouvait seul, il... lisait! Eh oui, il lisait! Quoi? Personne ne le lui a demandé, les journalistes n'étant pas très curieux de ce bord-là des choses.

Vous savez que je n'ai jamais été un laudateur de Madame Marois. N'empêche que ce matin, je partage l'énorme tristesse qui doit être la sienne — et qui est la nôtre aussi. Jacques Ferron a écrit qu'au Québec, avant même d'être des citoyens, nous sommes des complices. Lundi, cette complicité a pris un tout autre sens. Saurons-nous en faire l'examen?

Je termine en vous faisant part du leitmotiv qui m'a accompagné tout au long de ma vie: « Il n'y a pas d'entreprises désespérées, il n'y a que des désespoirs entreprenants. »

Grand merci à toutes et à tous de m'avoir accompagné durant cette campagne électorale. J'en suis reconforté et apaisé... et d'autant plus solidaire. Je ne suis pas doué par-devers le découragement: l'histoire nous enseigne qu'elle va par-ci par-là, souvent à reculons, mais que même malgré elle, elle est comme une flèche zen — résolument portée par-devant.

## La voix de l'inquiétude



FRANCINE PELLETIER

L'intuition féminine en a pris pour son rhume; Pauline Marois et le Parti québécois encore davantage. Même pour ceux, comme moi, qui croyaient que le PQ se dirigeait vers un mur, on reste bouche bée devant l'étendue du désaveu. Puis pris d'un frisson pour le sort cruel qui attendait la première femme première ministre du Québec.

La clôture de la soirée avait d'ailleurs des airs de Shakespeare, l'ex-première ministre faisant ses adieux entourée des princes de l'ombre, les trois hommes responsables des grandes chicanes, comme disait Michel David: Bernard Drainville, Jean-François Lisée, Pierre Karl Péladeau, tous déjà lancés dans leur prochaine campagne de séduction. Pauline Marois méritait d'être déposée de son trône plus élégamment.

De son côté, Philippe Couillard a beau parler de victoire pour le Parti libéral, tout le monde sait que les « vraies » questions sont ailleurs. Le 7 avril 2014, les « plaques tectoniques » n'ont pas tourné en faveur du PLQ, c'est le sol qui s'est dérobé sous les pieds du parti de Jacques Parizeau et de René Lévesque. Les simples résultats ne donnent pas la vraie mesure, en d'autres mots, du paysage politique. Car si le PQ est en charpie, c'est toute la scène politique qui l'est un peu aussi. A partir de maintenant, et pour les quatre prochaines années, tout est en mouvement, en commençant par le parti qui n'a cessé de perdre des plumes depuis 1994 et qui n'a jamais pu jouer franc jeu par rapport à ses véritables objectifs.

La morale de cette extraordinaire élection, elle est là: il y a tellement longtemps que le PQ se triture les ménages pour ne pas dire ce qu'il veut dire, qu'il sort ses sornettes de « bon gouvernement », « d'être à l'écoute de ce que veulent les Québécois », alors que le cœur est ailleurs, il y a tellement longtemps que la tête et l'âme de ce parti sont déconnectées qu'il est devenu une caricature de lui-même, une espèce de poupée mécanique dont l'exploit consiste à répéter ce qu'on pense que les gens veulent entendre.

Le député de Rosemont, Jean-François Lisée, dont la majorité a fondu de 8000 voix, nous en faisait d'ailleurs la démonstration en attendant l'arrivée de la chef du parti, lundi soir, se lançant tout de go à la défense des « groupes communautaires, de l'économie sociale et des ressources naturelles », promettant d'être « la voix de l'inquiétude des Québécois », feignant ne pas remarquer que l'inquiétude, pour l'instant, est davantage du côté de son parti. PKP, lui, a osé parler de « solidarité » sans s'étouffer. Comme ça, vous n'êtes pas si friands de notre projet de charte? nous disait-on en substance. Pas de problèmes, on a d'autres jouets ici dans notre grand sac, attendez qu'on les trouve.

Ca ne pouvait plus durer. Un peu comme le Bloc québécois qui, à force de répéter le même vieux cliché, « la défense des intérêts du Québec », ne voyait pas que la corde était usée, ne comprenait pas qu'il y a des limites à détourner un noble objectif, la souveraineté, au simple profit de l'exercice du pouvoir, le PQ a, à son tour, frappé de plein fouet le mur de l'opportunisme politique. (Petite pensée pour Gilles Duceppe, ici, qui doit quand même se féliciter de ne pas s'être présenté à la tête du PQ.) Le Parti québécois a évidemment des racines plus profondes que le Bloc, qui est demeuré une construction un peu artificielle, mais si la déconiture n'est pas la même, le problème de fond, lui, est similaire: a-t-on besoin d'un parti incapable de parler de ce qui le motive, de ce qui l'a mis au monde, un parti qui n'a pas hésité, dans le cas du PQ, de remballer ses idéaux sociaux-démocrates chaque fois qu'il les jugeait inopportuns?

Bien que les remises en question n'étaient pas au rendez-vous lundi soir, de sévères examens de conscience attendent les membres du Parti québécois. C'est, du moins, la grâce qu'on leur souhaite. « Dire la vérité aux Québécois est porteur d'avenir », conclut un François Legault passablement rayonnant. Si l'avenir n'est pas pour autant garanti pour la CAQ, pas plus que pour Québec solidaire, remercions-les au moins d'avoir assaini la scène électorale par leur franc-parler, en plus de proposer, chacun à leur façon, de réelles solutions. (Merci aussi à François Legault et sa femme Isabelle d'avoir démontré qu'il est possible de faire campagne et de s'aimer en même temps. Un petit peu de baume sur beaucoup de bouette).

Devant un Parti libéral artificiellement gonflé, la grenouille qui se prend pour un bœuf, et un Parti québécois soudainement crevé, les tiers partis pourraient bien jouer un rôle plus créateur encore. Déjà, lundi soir, l'étonnant discours de Françoise David démontrait que son parti est le plus habilité à tenir le PLQ en joue.

Les jeux sont faits, messieurs-dames, à vous de jouer.

fpelletier@ledevoir.com



Même si les péquistes déchantaient lundi soir, ils sont les mieux représentés à l'Assemblée nationale en regard de la part des électeurs qui les ont choisis. Le PQ compte 30 députés, contre 33 avec un scrutin proportionnel. Chez QS, la proportionnelle aurait cependant porté le nombre de députés à 10.

### MODE DE SCRUTIN

## Les distorsions les plus importantes depuis 1998

### Un scrutin proportionnel aurait permis de traiter tous les partis avec équité

PAUL CLICHE

Auteur du livre Pour réduire le déficit démocratique: le scrutin proportionnel

Les élections du 7 avril ont été celles où les distorsions causées par le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour ont été les plus importantes depuis les élections de 1998, soit lors des cinq dernières consultations populaires.

En effet, jamais pendant cette période l'écart entre le pourcentage des votes recueillis et le pourcentage de députés élus n'a favorisé autant un parti vainqueur. Les 41,5% de suffrages accordés aux libéraux leur ont en effet permis de remporter 56% des sièges parlementaires, soit 70; d'où un écart de 14,5% en leur faveur qui leur permet de former un gouvernement majoritaire plutôt que minoritaire.

### Équité

A l'inverse, ce sont la Coalition avenir Québec (CAQ) et Québec solidaire qui sont les plus maltraités par le scrutin majoritaire avec des écarts négatifs respectifs de 5,5% et 5,2%. En effet, la CAQ a obtenu 23,1% des votes mais n'a fait élire que 17,6% des députés, soit 22. Québec solidaire, lui, a obtenu 7,6% des votes mais n'a fait élire que 2,4% des députés, soit 3. Quant au Parti québécois, il s'en est bien tiré malgré son deuxième pire score aux urnes depuis sa première campagne en 1970, soit un écart négatif de seulement 1,4%

puisqu'il a obtenu 24% des sièges avec 25,3% des suffrages.

Une représentation strictement proportionnelle à l'Assemblée nationale aurait donné les résultats suivants: 52 députés au lieu de 70 au Parti libéral; 33 députés au PQ au lieu de 30; 30 députés à la CAQ au lieu de 22 et 10 députés à Québec solidaire au lieu de 3. Un scrutin proportionnel aurait donc permis de traiter tous les partis avec équité.

Ces constatations confirment que la règle d'airain du scrutin majoritaire, qui régit nos élections depuis 1867, s'applique une fois de plus. Dans le but d'obtenir des gouvernements majoritaires, le parti vainqueur est fortement surreprésenté, tandis que les partis d'opposition sont fortement sous-représentés; particulièrement les tiers partis comme Québec solidaire. Cette fois-ci toutefois, le premier parti d'opposition, le PQ, n'a quasiment pas été pénalisé par le mode de scrutin.

C'est d'ailleurs une constante dans l'histoire de cette formation, qui, depuis les injustices subies en 1970 et en 1973, a presque toujours été choyée par le scrutin majoritaire. En 1998, le PQ a même pu former un gouvernement largement majoritaire même s'il avait reçu moins de votes que le Parti libéral. On avait alors assisté, comme en 1944 et en 1966, à un renversement de la volonté populaire qui est un vice démocratique fondamental puisqu'un mécanisme électoral bafoué le choix des électeurs.

Ce fait explique pourquoi le parti fondé par



RYAN REMIORZ LA PRESSE CANADIENNE ET SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

René Lévesque, qui s'est battu pendant plusieurs années pour l'instauration d'un scrutin proportionnel, a fait volte-face après 1998. Le PQ est même allé jusqu'à biffer de son programme à son congrès de 2011, avec la bénédiction de Pauline Marois, un engagement en ce sens qui y avait figuré sans interruption depuis 1969.

### Pour que chaque vote compte

Comme à toutes les élections, le scrutin majoritaire a également fait en sorte le 7 avril que les votes d'une majorité d'électeurs (plus de 50%) n'ont nullement compté pour l'élection de députés qui les auraient représentés. C'est la manifestation d'un déficit démocratique qui affaiblit gravement notre démocratie représentative en lui enlevant beaucoup de crédibilité. Au contraire, avec un scrutin proportionnel, chaque vote compte.

Durant la campagne, on a remarqué un intérêt accru en faveur du scrutin proportionnel. Le Mouvement pour une démocratie nouvelle a tenu un colloque et fait signer une pétition. On en a beaucoup traité dans les réseaux sociaux. Ce fut le thème de plusieurs émissions radiophoniques et télévisées. Des chroniqueurs et des éditorialistes ont aussi abordé le sujet, sans parler de nombreuses lettres de lecteurs dans les journaux. Les trois principaux partis ont toutefois encore négligé ce thème crucial. Seul Québec solidaire en a fait la promotion. Espérons que ce mouvement prendra de l'ampleur afin que la saga de la réforme du mode de scrutin, qui dure depuis près de 50 ans, prenne fin un jour.

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfalli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélé Buzzeiti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Ju Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Rettino-Parazelli (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emiliie Folle-Boivin (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappi, Benoît Munger, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire); La Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ Édith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Ar Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, Catherine Pelletier et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Elise Girard (secrétaire); PRODUCTION Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard I Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zennaro; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imrane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Mé; Coordonnatrice des communications et de la promotion, Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptable), Claudine Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Page.

## ACTUALITÉS

## PAYS

SUITE DE LA PAGE 1

ticle 1 du programme péquiste voue, à terme, ce parti à l'impasse. «Je ne vois pas comment ce parti pourrait abolir cet article, tout en demeurant le PQ. Comment pourrait-il se reconstituer et redevenir le parti qu'il était, c'est-à-dire un parti dominant, en tablant sur cette plateforme-là? Donc, on semble dans un cul-de-sac.»

## Onde de choc

La débâcle printanière esuyée par les troupes péquistes le soir du scrutin a créé mardi une onde de choc chez de fidèles partisans de l'option souverainiste. Si le mot d'ordre était le silence pour plusieurs élus au lendemain de ce désaveu, plusieurs autres ténors de la souveraineté ont formulé des diagnostics dévastateurs.

Jointe à Paris, l'ex-députée du PQ et souverainiste affirmée Louise Beaudoin y est allée d'un puissant constat d'échec. Elle se dit même obligée, après 40 ans de lutte, de conclure qu'il est temps pour elle de «jeter l'éponge».

«Je ne m'attendais pas à l'ampleur de cette défaite. Est-ce que l'idée d'indépendance a été celle d'une seule génération? Avons-nous échoué à

transmettre le goût du pays aux jeunes? La réponse se trouve dans la nouvelle génération. Pour moi, ce [résultat] me donne la permission de jeter l'éponge et de passer le témoin à d'autres», a-t-elle tranché.

Le projet collectif d'un pays, analyse celle qui avait claqué la porte du caucus péquiste avec Lisette Lapointe et Pierre Curzi en 2011, avant de réintégrer les troupes du PQ en 2012, n'allume visiblement plus les jeunes, davantage portés par la défense des droits individuels. «Le projet [souverainiste] se présente dans un monde très différent de celui dans lequel il est né. Dans un contexte de mondialisation, les rêves collectifs ne sont plus très présents. Peut-on continuer aujourd'hui à avoir une vision de ce type-là? La réponse appartient à la nouvelle génération», pense-t-elle.

Le capital de sympathie dont jouissait le PQ auprès des jeunes pendant le printemps ébèle s'est évaporé en à peine 18 mois, en partie en raison de la charte, reconnaît cette fiefée partisane de la laïcité, dont la circonscription était devenue, en 2012, l'épicentre des concerts de casseroles.

«J'y ai cru à ce moment, à cette montée de fièvre souverainiste. Je pense que le projet identitaire [de la charte] est fondamentalement progressiste, mais les jeunes vouent aujourd'hui

un caractère sacré aux droits individuels», pense-t-elle.

## Impasse pour le PQ

Gérard Bouchard croit aussi que la question de l'identité, qu'on a crue plus «gagnante» que celle de la souveraineté pendant la campagne, s'est avérée un second boulet pour le Parti québécois. «On ne parle pas de souveraineté; on parle de la neutralité de l'État. Mais ce choix a aussi été clairement rejeté par [le vote de] lundi. Les gens ne veulent plus de cette division. Ce 2<sup>e</sup> enjeu devient une impasse également», conclut ce partisan de la laïcité ouverte et opposant farouche à l'interdiction totale du port de signes religieux ostentatoires pour les employés de l'État prévue par la charte des valeurs.

À défaut d'autre option, le ciel s'assombrit pour le PQ, pense-t-il. D'autant plus que les trois aspirants présumés au trône du PQ (Drainville, Lisée et Péladeau) ont tôt fait lundi de brandir à nouveau la souveraineté, ouvrant la porte à court terme à un fractionnement de la base du parti, et à l'ouverture d'une voie royale pour la CAQ. «La Coalition pourrait devenir le deuxième grand parti au Québec.»

Plus dur encore, l'indépendantisme de longue date et ex-président de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB),

Pierre Dorion, juge que c'est plutôt la réélection du PQ — plus que sa défaite — qui aurait enterré définitivement le rêve d'un pays. «Ce résultat est souffrant pour plusieurs, mais c'est un mal pour un bien, car personnellement, je crois que l'idée de la souveraineté en aurait souffert encore plus. S'il y a un salut possible pour le mouvement indépendantiste, c'est de s'adapter au pluralisme, car les jeunes sont plus ouverts à cette diversité. On ne peut se figer dans un uniformisme qui est chose du passé, et le sera encore davantage dans les années à venir», insiste l'auteur de l'ouvrage *Inclure, quelle laïcité pour le Québec?*

## Rejoindre les jeunes

Pierre Curzi, ex-député péquiste de Borduas, président du groupe de réflexion Nouveau Mouvement pour le Québec, ne va pas aussi loin dans ses conclusions que ces ténors, mais pense venu le temps d'un sérieux examen de conscience pour le PQ, faisant écho aux propos tenus mardi par plusieurs ministres péquistes de la garde montante, dont Véronique Hivon, Stéphane Bédard et Sylvain Gaudreau. «Ce n'est pas la fin de l'indépendance, c'est la défaite d'un parti politique, croit-il. Le PQ a été marqué par une vision née en 1970, dont on est allés au bout. Pour continuer, le PQ

doit faire de la politique avec un lien beaucoup plus direct avec la jeune génération, qui a une autre vision du monde.»

Si les jeunes ne sont pas «contre» l'indépendance, cet enjeu n'est pas central pour plusieurs, nuance le comédien de 68 ans. L'importance accordée à certaines des valeurs que le PQ défend est en train de muter, pense-t-il. Le discours traditionnel du Parti québécois ne marche plus en 2014, abonde Rémy Trudel, ex-ministre dans les gouvernements de Lucien Bouchard et Bernard Landry. «Il faut faire un exercice très profond, ardu, soutenu [pour] définir la formule [par laquelle] le Québec [pourra] se prendre en main. La meilleure nouvelle pour le PQ, c'est qu'on a quatre ans et demi pour travailler. On a du temps.»

Un des artisans de la politique identitaire du PQ et proche conseiller du parti, l'historien Eric Bédard, lui, ne baisse pas les bras. Les soubresauts de la question nationale ont toujours marqué l'histoire du Québec, rappelle-t-il. «On annonce un peu vite le décès du mouvement nationaliste. Cette trame nationale traverse notre histoire. À la signature du lac Meech, on croyait que tout était fini pour les souverainistes!»

Le Devoir

## COUILLARD

SUITE DE LA PAGE 1

sition que pour les libéraux, a-t-il rappelé.

Dans la foulée, le chef libéral a promis de «travailler de façon constructive avec les partis d'opposition». «Le fait que nous ayons obtenu un mandat majoritaire ne signifie pas que nous nous comporterons de façon arrogante ou que nous ne voudrions pas parler avec les partis d'opposition sur des enjeux qui touchent tous les Québécois», a-t-il dit.

M. Couillard a ainsi promis de ramener rapidement le projet de loi sur la fin de vie, «qui est un exemple rare de consensus sur une question très délicate». Il a dit souhaiter une adoption rapide. Même chose pour son projet de charte de la laïcité, encadrant les accommodements raisonnables et établissant le principe du «village découvert» pour offrir et recevoir les services de l'État.

## Transparence

Parmi les premiers gestes de son gouvernement, M. Couillard entend faire tout ce qui est possible sans déposer un budget pour «relancer l'économie et l'emploi». Il a dit souhaiter une adoption rapide. Même chose pour son projet de charte de la laïcité, encadrant les accommodements raisonnables et établissant le principe du «village découvert» pour offrir et recevoir les services de l'État.



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Philippe Couillard en conférence de presse à Québec mardi. Le premier ministre élu souhaite une adoption rapide du projet de loi péquiste sur la fin de vie et du projet libéral de charte de la laïcité.

De manière générale, Philippe Couillard entend diriger «le gouvernement le plus transparent que les Québécois auront eu, avec une divulgation proactive de renseignements de toutes sortes».

Il a parlé plus précisément de la «progression des travaux d'infrastructures, les allocations de dépenses, les activités de formation des ministères». Les pays qui ont adopté cette approche ont vu «un effet très positif sur l'ambiance et la confiance, et le rétablissement du lien de confiance entre la population et nos institutions publiques», a soutenu M. Couillard. Dans ce contexte, ce dernier se propose de réviser la

Loi sur l'accès à l'information.

En matière d'intégrité, le chef libéral a dit «qu'il n'y aura pas de compromis de [sa] part sur cette question absolument essentielle». «La classe politique dans son entier est examinée par la commission Charbonneau, a-t-il dit. Chaque fois qu'une question sera posée au sujet de personnes liées antérieurement à notre formation politique, nous y répondrons de façon transparente.»

Philippe Couillard a d'ailleurs promis de poser beaucoup de questions aux députés qu'il aura comme possibles membres de son Conseil des ministres. «On va faire des vérifications profondes avant de

faire ces nominations-là, c'est clair, a-t-il affirmé. [...] Je pense qu'on a besoin de montrer et de pratiquer le contrôle le plus grand possible et la

transparence la plus grande possible également.»

## Transition et cabinet

Les détails concernant la passation des pouvoirs entre Pauline Marois et Philippe Couillard demeurent à établir, mais les cabinets des deux chefs se sont parlé mardi. M. Couillard a confirmé que l'ancien premier ministre Daniel Johnson préside son comité de transition. L'ancien haut fonctionnaire André Vicaire agira comme conseiller. Philippe Couillard a aussi procédé à une première nomination: Roberto Iglesias sera le secrétaire général du gouvernement.

Le Conseil des ministres sera formé d'ici de deux à trois semaines. Le premier ministre élu dit vouloir «le plus de parité possible», avec un «mélange de personnes expérimentées» et du «renouveau». Les «représentations régionales» et la présence féminine sont «aussi importantes» pour Philippe Couillard.

Le Devoir

Lire aussi · Le monde des affaires salue l'arrivée au pouvoir du PLQ. Page B 1

## Le chef de la SQ en sursis?

Philippe Couillard a confirmé mardi qu'il pourrait faire des changements à la tête de la Sûreté du Québec. «C'est un poste qui va être réévalué, c'est clair», a-t-il dit en parlant du directeur général, Mario Laprise (nommé par le Parti québécois). Pourquoi? M. Couillard n'a pas voulu l'expliquer.

Mais il souhaite que le mode de sélection du patron de la SQ passe par un «processus [semblable à celui des] députés, où un comité de sélection indépendant évalue des candidatures» et établit une liste dans laquelle le gouvernement peut choisir.

Le Devoir

## VIGNEAULT

SUITE DE LA PAGE 1

dans son mot, partagé la semaine dernière par beaucoup d'amis et d'amis Facebook de la candidate péquiste et comédienne Sylvie Legault, défaite sans surprise lundi dans Mercier par Amir Khadir. «J'ai fait ce petit laïus à la demande de ma fille Jessica, pour contribuer à la campagne de Sylvie Legault...» Citons: «Les libéraux nous disent qu'ils vont s'occuper des vraies affaires». Cela m'amène à me demander pourquoi l'éthique, la langue, la culture et l'identité ne semblent pas de «vraies affaires» pour eux. Eh bien: c'est que l'identité, la culture, la langue et l'éthique se rapportent à la notion d'ÊTRE et que les «vraies affaires», dont ils font leur discours et tout leur programme, ne se rapportent qu'à la notion d'AVOIR, c'est-à-dire le court terme. Et je serais très triste que les Québécoises et les Québécois tombent encore une fois dans ce vieux piège rouillé par tous les mensonges éhontés

de leur passé récent. La MÉMOIRE reste un guide. Et l'OUBLI... un danger.»

Triste, l'est. C'est dans ses yeux. «On regarde tout ça, et on se dit que c'est un grand coup de balai sur le mouvement souverainiste et sur le PQ, et c'est extrêmement dur pour madame Marois. Ça n'a qu'une vertu: c'est clair. Y a pas d'équivoque. C'est pas, si on avait fait ci ou si on avait fait ça, c'est toute la jeunesse qui a donné ce coup de balai. Je ne vais pas le leur reprocher, leur faire la leçon à 85 ans. Je vais simplement constater...» Encore un silence. «... Et m'interroger: est-ce que ça va renaitre de ses cendres?» Nouveau silence. «Y a de la cendre partout, maintenant. On ne sait rien de ce qui va se passer, mais à écouter les discours [lundi] soir, on pouvait regarder les dauphins se disputer les restes. Je le dis sans cynisme.» La nature même de la politique? «Je crois, oui. C'est épouvantable, mais c'est comme ça.»

Il semble écouter ses propres mots résonner dans la grande pièce, tel un moniteur de scène, et relativise. «Faut pas exagérer, c'est pas la Syrie, quand même. Nous ne sommes pas condamnés!

Mais je ne suis pas le seul à être déçu.» Quand on a survécu à deux référendums, lui dis-je, on doit pourtant être bardé, préparé. Solennel, pesant chaque mot, il répond: «Moi, je suis plus démoli qu'aux deux référendums.» J'accuse le coup. Vraiment? «Oui. C'est peut-être parce que je suis plus démobilisable. J'ai 85 ans. J'ai 34 ans de plus pour l'un, 19 ans de plus pour l'autre. Je ne vois pas comment envisager un autre référendum avant...» Il calcule. «... 2025? Je ne serai peut-être plus là, à 96 ans!» Il rit.

«Et puis, ajoute-t-il en soupirant, j'ai ce disque que je considère être l'un de mes meilleurs travaux, qui est lancé au milieu de ça! C'est quand même la pire occurrence qui se puisse!» Un album qui parle du pays, bien évidemment: dans *L'inventaire*, la chanson d'ouverture, ça décrit le jour où «Un enfant viendra [...] Qui n'aura plus peur de votre police/Ni de vos décrets ni de vos complices [...] Il abrogera vos lois les plus bêtes/Puis vous le verrez marchant à la tête/D'un peuple debout».

Un album qui contient une chanson intitulée... *L'isoloir*. «C'est une chanson référendaire, on peut

pas faire accroire que c'est pas là: «Et de ma croix noire/Me faire un pays...» Je l'ai écrite pour qu'elle soit entendue. Là, elle risque pas de tourner beaucoup à la radio!»

Il s'esclaffe, laisse résonner son beau rire de Vigneault, puis, en un instant, redevient sérieux. «Ce qui m'horripile, dans tout ça, c'est de voir que la peur a encore marché, marche et marchera. Ça fonctionne, ils le savent, et ils s'en servent.» Long silence. Sourire en coin. Appel du pied. «Mais on ne s'appesantira pas sur cette chanson, et on va se dire plutôt: y en a-t-y d'autres?» Plusieurs. Des belles, en plus. Qui ne perdent rien pour attendre. En ces pages, tout bientôt, la suite de l'entrevue, et tout *Vivre debout*. «Vivre debout et prêt à partir à toute heure/Boire et dormir debout comme font les chevaux/Les pas de liberté inscrits dans leurs sabots/Puisqu'il y a toujours péril en la demeure...»

Le Devoir

Lire aussi · Une lettre ouverte de Victor Lévy-Beaulieu: La flèche zen. Page A 9

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346  
Par télécopieur 514 985-3390